



JUSTICE ET LIBERATION IMMEDIATE DES 5 !

MOBILISATION POUR LES 5 à Paris :

VENDREDI 28 OCTOBRE de 18H30 à 19H30,

Devant l'Opéra Bastille !

DES INTELLECTUELS DE 40 PAYS DEMANDENT QUE JUSTICE SOIT FAITE DANS L'AFFAIRE DES 5 Par **Tania Hernandez** La Havane, 25 octobre (RHC)- 874 artistes, écrivains, professeurs d'université et des militants sociaux de 40 pays de tous les continents ont d'ores et déjà appuyé le message international adressé, cela fait 5 jours, par un groupe de prestigieux intellectuels aux autorités étasuniennes pour exiger le retour immédiat de René González à Cuba et la libération de Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Ramón Labañino et Fernando González. Le document, intitulé « Appuyons la juste demande de Cuba » a été signé initialement par plus de 400 personnalités dont six lauréats du Prix Nobel : les écrivains Elfriede Jelinek (d'Autriche), Nadine Gordimer (d'Afrique du Sud) et Dario Fo (d'Italie), le physicien Zhores Alfiarov (de Russie) et les combattants sociaux Rigoberta Menchú (du Guatemala) et Adolfo Pérez Esquivel (de l'Argentine).

FIDEL CASTRO DEFEND LES MOTIVATIONS DES 5 DANS LEUR LUTTE CONTRE LE TERRORISME Par **Reynaldo Henquen** La Havane, 18 octobre, (RHC)- Le leader historique de la Révolution Cubaine, Fidel Castro, a appelé les médias du monde à publier les images prises cela fait 35 ans au cours du panégyrique des victimes du crime de la Barbade pour qu'on comprenne les motivations des 5 Cubains prisonniers aux Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme. Dans la seconde et dernière partie de ses réflexions intitulées « La volonté de fer » Fidel Castro a rappelé les scènes ineffaçables de douleur de ce qu'il a considéré comme la plus extraordinaire et la plus gigantesque des manifestations qu'il ait jamais vu et dont il reste de nombreuses images filmées. À ce sujet il s'est référé à la décision du peuple cubain de lutter jusqu'à la dernière goutte de sang ce qui a été démontré lors de l'attaque mercenaire de la baie des Cochons. Il a ensuite indiqué que celui qui était alors le chef de la CIA n'a jamais compris que la victoire de notre pays a sauvé beaucoup de vies tant cubaines qu'étasuniennes. Dans ses réflexions, le leader historique de la Révolution Cubaine reproduit le message que René González, un des 5, a envoyé récemment à lui et au Président Raúl Castro, lorsqu'il a commencé trois ans de liberté surveillée aux Etats-Unis après avoir purgé 13 ans de prison injuste dans ce pays. Dans son message, René remercie Raúl Castro et Fidel Castro de leur soutien à sa cause et à celle et ses quatre camarades Fernando González, Gerardo Hernández, Antonio Guerrero et Ramón Labañino, ainsi que d'avoir été pour eux une bannière derrière laquelle –a-t-il souligné- ils marcheront toujours ».

LE PARLEMENT CUBAIN DENONCE L'INJUSTICE CONTRE RENE ET APPELLE A LA SOLIDARITE Par **Reynaldo Henquen** La Havane, 12 octobre (RHC) - La Commission des Relations Internationales du Parlement cubain a émis une déclaration dénonçant la nouvelle injustice contre René Gonzalez, qui doit rester 3 ans supplémentaires aux Etats-Unis. Cette déclaration appelle à amplifier la solidarité avec les Cinq, nous vous offrons quelques passages de ce texte : Le 7 octobre dernier, le combattant antiterroriste cubain René González Schwerert a été libéré de la prison de Marianna au nord de la Floride, aux Etats-Unis, après

avoir purgé 13 longues années d'injuste emprisonnement. L'attitude digne et courageuse de nos cinq camarades (...) a poussé la juge Joan Lenard à imposer une nouvelle sanction injustifiée contre René, en rejetant, le 16 septembre dernier, une motion demandant l'autorisation pour René de revenir à Cuba au sein de sa famille et de son peuple, à sa sortie de prison. De toute évidence, le gouvernement des Etats-Unis sait parfaitement que l'obligation de résidence sur le territoire de ce pays constitue une menace sérieuse pour la vie et l'intégrité physique de René. Les autorités nord-américaines se rendent donc responsables de ce qui pourrait se produire. La cause des Cinq est de plus en plus connue dans le monde. Des milliers d'hommes et de femmes de toutes les régions du monde et de toutes les classes sociales ont rejoint la lutte pour leur libération, y compris de nombreux parlementaires. Nous avons la certitude que la solidarité peut soulever des montagnes et que les causes justes doivent triompher sur le mensonge et l'injustice. C'est pourquoi nous appelons tous les parlements et leurs membres, les forces et groupes politiques et sociaux partisans de la vérité et de la justice, tous les hommes et femmes dignes de la planète, à exercer leur influence pour que le Président Obama fasse ce qu'il doit faire : permettre le retour immédiat de René au sein de sa famille et libérer ses quatre camarades de lutte et de prison. Faisons ensemble, que justice soit rendue

LE PROCUREUR ETASUNIEN QUI S'ACHARNE SUR RENE GONZALEZ EST VEUVE D'UN EX OFFICIER DE LA CIA Par **Reynaldo Henquen** La Havane, 30 septembre, (Granma-RHC) - *Caroline Heck-Miller, le procureur qui refuse à René González, un des 5 antiterroristes cubains prisonniers politiques aux États-Unis le droit de rentrer à Cuba et qui a refusé de poursuivre en justice le terroriste notoire Luis Posada Carriles, est la veuve de Gene Miller, un ex-officier de l'intelligence militaire lors de la Guerre de Corée, anti-communiste viscéral que le Miami Herald a ensuite recruté et qui a baptisé du nom de Peter Pan l'opération de la CIA d'émigration massive d'enfants cubains sans leurs parents.* Les liens de Caroline Heck avec Miller expliquent, en partie, son comportement obsessionnel contre René González et ses camarades prisonniers depuis plus d'une décennie aux Etats-Unis. Caroline Heck-Miller, veuve d'un ex officier d'intelligence qui s'est donné pour tâche de fichier ou emprisonner des communistes ou des personnes soupçonnées de l'être, est le procureur anti-communiste qui a insisté pour que l'affaire des 5 fasse l'objet d'un procès. C'est elle aussi qui a refusé de tenir le procès dans une ville autre que Miami et qui a joué un rôle clé pour que nos 5 compatriotes soient condamnés injustement à de très lourdes peines, ce qui n'était pas conforme aux normes judiciaires. Caroline Heck-Miller a également fait la sourde oreille aux demandes de ses collègues du Département de la Justice et elle a décidé, en août 2005, de ne pas présenter des charges contre le terroriste notoire Posada Carriles, auteur de toute une kyrielle de crimes. Il est responsable, entre autres, de la destruction en plein vol d'un avion cubain de passagers en 1976. Les 73 personnes qui se trouvaient à bord ont été tuées.

Le 7 octobre 2011, René González un des cinq patriotes cubains, condamné à 15 ans de prison aux États-Unis pour avoir défendu la vie de son peuple, a été remis en liberté après avoir purgé sa peine d'emprisonnement.

Le gouvernement des États-Unis prétend maintenant lui interdire de revenir immédiatement dans sa patrie et auprès de sa famille, après qu'il ait accompli jusqu'au dernier jour de son injuste condamnation, et sans avoir eu accès à la procédure d'application de nouvelle sentence.

Pour être de nationalité nord-américaine, René a été condamné à trois ans supplémentaires de liberté surveillée. Il y a sept mois, son avocat a présenté une motion sollicitant la modification de ses conditions de liberté conditionnelle, et demandé qu'au terme de son emprisonnement il soit autorisé à revenir à Cuba pour retrouver son épouse et sa famille, pour des raisons humanitaires.

Le 25 mars, la procureure Caroline Heck Miller a demandé à la juge de s'opposer à la requête. Le 16 septembre, la juge Joan Lenard, a rejeté la motion de la défense, alléguant entre autres arguments, que la cour avait besoin de temps pour évaluer la conduite du condamné après sa remise en liberté, afin de s'assurer qu'il n'est pas dangereux pour les États-Unis.

Nous devons nous souvenir que c'est cette même procureure qui a refusé de juger Luis Posada Carriles comme criminel, et que c'est cette même juge qui a inclus dans les actes de sentence de René une condition spéciale, après sa remise en liberté... : « *il est interdit à l'accusé de s'approcher ou de se rendre dans des endroits spécifiques où on sait qu'ils sont fréquentés par des individus ou des groupes terroristes.* »

C'est ainsi qu'ont été mis en évidence, y compris par écrit, l'impunité honteuse dont jouissent les groupes terroristes, l'interdiction expresse de les déranger, alors que sont sanctionnés ceux qui comme René et ses quatre compagnons de lutte ont osé les dénoncer.

Il n'a pas été suffisant que René ait purgé sa condamnation complète sans que lui soit décompté un seul jour ; il n'a pas été suffisant d'utiliser l'avenir de sa famille pour lui faire du chantage en lui proposant de lui éviter le procès s'il collaborait avec le gouvernement étasunien en dénonçant ses compagnons ; cela ne leur a pas suffi de faire pression sur René en arrêtant, puis en expulsant son épouse Olga Salanueva des États-Unis, puis en lui refusant pendant plus de dix ans le visa pour aller rendre visite à son épouse en prison.

Pour quelles raisons le gouvernement des États-Unis s'acharne-t-il à sanctionner René et sa famille ?

Les préjugés de la communauté de Miami contre les Cinq ont été dénoncés par 13 juges du 11^e Circuit d'Atlanta le 27 août 2005, qui ont admis qui étaient les terroristes, à quelles organisations ils appartenaient et où ils étaient basés.

Obliger René Gonzalez à purger 3 ans de liberté surveillée en Floride, repaire de terroristes internationaux que les Cinq ont dénoncés, c'est mettre en danger l'intégrité physique et la vie de René.

Combien de souffrances supplémentaires les États-Unis prétendent-ils infliger à René Gonzalez et à sa famille ?

Nous appelons tous les amis solidaires dans le monde à dénoncer cette nouvelle sanction et à se mobiliser en exigeant du gouvernement des États-Unis qu'il autorise René Gonzalez à revenir à Cuba pour retrouver son épouse et sa famille dès sa remise en liberté.

Écrivez sans tarder au président Barack Obama et au procureur général Eric Holder afin de solliciter le retour immédiat de René Gonzalez dans sa patrie et auprès de sa famille.

POUR COMMUNIQUER AVEC LA MAISON-BLANCHE

Écrivez une lettre au Président Barack Obama

President Barack Obama
The White House
1600 Pennsylvania Ave, NW
Washington, DC 20500
EE.UU.

ou

Envoyez un courrier électronique au président Barack Obama: [HTTP://WWW.WHITEHOUSE.GOV/CONTACT](http://www.whitehouse.gov/contact)

POUR COMMUNIQUER AVEC LE DÉPARTEMENT DE JUSTICE

Écrivez une lettre au procureur général Eric Holder

US Attorney General Eric Holder
U.S. Department of Justice
950 Pennsylvania Avenue, NW
Washington, DC 20530-0001

ou

Envoyez un courrier électronique à Eric Holder

AskDOJ@usdoj.gov

Comité International pour la Liberté des Cinq

Comité Internacional por la Libertad de los 5 Cubanos

Pour avoir plus d'informations sur l'actualité des Cinq, visitez le site :

www.thecuban5.org

Antonio Guerrero Rodríguez

Ruben Campa (Fernando González)

58741 - 004

58733 - 004

U.S.Penitentiary

FCI Terre Haute

P.O.Box 7000

P.O. Box 33

Florence, CO 81226

Terre Haute, IN 47808

USA

USA

Gerardo Hernández

Ramón Labañino (Luis Medina)

58739 - 004

REG. No. 58734-004

U.S.Penitentiary

USP McCreary

P.O.Box 5300

P. O. Box 3000 Pine Knot

Adelanto, CA 92301

KY 42635

USA

USA

Nota: Ramón et Fernando ayant été condamnés sous le nom de Luis Medina et Ruben Campa, ne reçoivent de courrier que sous cette identité.

Réflexions du *compañero* Fidel

LE RÔLE DE TUEUR DE L'OTAN

Cette brutale alliance militaire est devenue le plus perfide instrument de répression qu'a connue l'histoire de l'humanité. L'OTAN a assumé ce rôle répressif dès que l'URSS, qui avait servi de prétexte aux États-Unis pour la créer, a eu cessé d'exister. Ses visées criminelles sont apparues au grand jour en Serbie, un pays slave dont le peuple avait lutté si héroïquement contre les troupes nazies durant la Deuxième Guerre mondiale. Quand, en mars 1999, les pays de cette organisation néfaste, qui ambitionnaient de désintégrer la Yougoslavie après la mort de Josip Broz Tito, dépêchèrent leurs troupes pour appuyer les sécessionnistes kosovars, ils se heurtèrent à la forte résistance de cette nation dont les troupes expérimentées étaient intactes.

L'administration yankee, conseillée par le gouvernement espagnol de droite de José María Aznar, bombardra l'édifice de la télévision serbe, les ponts du Danube et Belgrade, la capitale. Elle détruisit sous les bombes l'ambassade de la République populaire de Chine dont plusieurs fonctionnaires moururent, et ce ne fut absolument pas une erreur comme arguèrent les responsables. De nombreux patriotes serbes perdirent la vie. Le président Slobodan Milošević accablé par la puissance des agresseurs et par la disparition de l'URSS, céda aux exigences de l'OTAN et admit la présence de ses troupes au Kosovo sous mandat de l'ONU, ce qui conduisit finalement à sa défaite politique et à son envoi devant la cour, en rien impartiale, de La Haye. Curieusement, il mourut en prison. Si le dirigeant serbe avait résisté quelques jours de plus, l'OTAN serait entrée dans une grave crise qui fut sur le point d'éclater. L'Empire disposa ainsi de bien plus de temps pour imposer son hégémonie aux membres toujours plus subordonnés de cette organisation.

Du 21 février au 27 avril dernier, j'ai publié sur le site web CubaDebate neuf Réflexions consacrées à cette question, abordant longuement le rôle de l'OTAN en Libye et ce qu'il allait se passer de mon point de vue. Je vais devoir faire un résumé des idées essentielles que j'ai exposées et des faits qui se sont déroulés comme je les avais prévus, maintenant qu'un personnage clef de cette histoire, Mouammar Kadhafi, après avoir été grièvement blessé par les chasseurs-bombardiers les plus modernes de l'OTAN qui ont intercepté et détruit son véhicule, a été capturé vivant et assassiné par les hommes que cette organisation militaire a armés. Son cadavre a ensuite été séquestré et exhibé comme un trophée de guerre, une conduite qui viole les principes les plus élémentaires de l'islam et d'autres religions. On nous annonce que la Libye sera bientôt déclarée « État démocratique et défenseur des droits humains ». Je devrai donc consacrer plusieurs Réflexions à ces faits importants et significatifs.

Je continuerai demain lundi.

Fidel Castro Ruz
Le 23 octobre 2011

LE RÔLE DE TUEUR DE L'OTAN
(DEUXIEME PARTIE)

Voilà un peu plus de huit mois, le 21 février dernier, j'avais affirmé, absolument convaincu : « Le plan de l'OTAN est d'occuper la Libye. » C'est sous ce titre que j'avais abordé pour la première fois ce point dans des Réflexions dont la teneur semblait relever de la fantaisie.

Je reprends ci-dessous les facteurs qui m'avaient conduit à cette conclusion :

Le pétrole est devenu la principale richesse aux mains des grandes transnationales yankees ; cette source de richesse leur a permis de disposer d'un instrument qui a accru considérablement leur pouvoir politique dans le monde. [...]

C'est sur cette source d'énergie que s'est développée la civilisation actuelle. Sur notre continent, le Venezuela a été le pays qui l'a payé le plus cher dans la mesure où les USA s'étaient emparés des gisements énormes dont la Nature a doté ce pays frère.

À la fin de la dernière guerre mondiale, des quantités toujours plus élevées de pétrole ont été extraites des gisements d'Iran, ainsi que de ceux d'Arabie saoudite, d'Iraq et des pays arabes situés autour qui en devinrent les principaux fournisseurs. La consommation mondiale n'a cessé de s'élever pour atteindre le chiffre fabuleux d'environ quatre-vingts millions de barils par jour, y compris ceux qui sont extraits des États-Unis, à quoi sont venus s'ajouter le gaz, l'énergie hydraulique et l'énergie nucléaire. [...]

Le gaspillage du pétrole et du gaz est associé à l'une des plus grandes tragédies, absolument pas solutionnées, que souffre l'humanité : les changements climatiques.

[...] La Libye est devenue en décembre 1951 le premier pays africain à atteindre son indépendance après la Deuxième Guerre mondiale au cours de laquelle son territoire fut le théâtre de combats importants entre les troupes allemandes et celles du Royaume-Uni...

Le territoire de la Libye est désertique à 95 p. 100. La technologie a permis de découvrir d'importants gisements d'excellent pétrole léger – qui produisent aujourd'hui 1,8 million de barils par jour – et des gisements abondants de gaz naturel. [...] Son rude désert est situé sur un énorme lac d'eau fossile, qui fait le triple de la surface de Cuba, ce qui lui a permis de construire un vaste réseau de conduits d'eau potable à travers tout le pays.

[...] La Révolution libyenne a eu lieu en septembre 1969. Son principal dirigeant était Mouammar Kadhafi, un militaire d'origine bédouine, qui s'inspira dès sa première jeunesse des idées du leader égyptien Gamal Abdel Nasser. Nombre de ses décisions furent sans doute associées aux changements qui se produisirent quand, tout comme en Égypte, une monarchie faible et corrompue y fut renversée.

[...] On peut être d'accord ou pas avec Mouammar Kadhafi. Le monde est actuellement bombardé de nouvelles de toutes sortes, surtout produites par les médias. Il faudra attendre le temps nécessaire pour connaître vraiment ce qu'il y a de vrai et de mensonger ou de semi-vérités dans ce qu'on nous dit de la situation chaotique en Libye. Ce qui est absolument évident à mes yeux, c'est que l'administration étasunienne se fiche bien de la paix en Libye et qu'elle n'hésitera pas à donner l'ordre à l'OTAN d'envahir ce riche pays, peut-être même dans quelques heures ou quelques jours.

Ceux qui, motivés par de perfides desseins, ont inventé, hier dimanche 20 février dans l'après-midi, le mensonge selon lequel Mouammar Kadhafi se dirigeait au Venezuela, ont eu droit aujourd'hui à la digne réponse du ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Nicolás Maduro...

Je n'imagine pas, quant à moi, que le dirigeant libyen puisse abandonner le pays et fuir les responsabilités qu'on lui impute, qu'elles soient fausses ou non en tout ou partie.

Toute personne honnête sera toujours opposée à n'importe quelle injustice commise contre n'importe quel peuple du monde. La pire serait maintenant de faire silence sur le crime que l'OTAN s'apprête à commettre contre le peuple libyen.

Pour les chefs de cette organisation belliciste, il y a urgence. Il faut le dénoncer !

Dès cette date, j'avais perçu ce qui coulait de source.

Demain, mardi 25 octobre, notre ministre des Relations extérieures Bruno Rodríguez interviendra au siège des Nations Unies pour dénoncer le blocus criminel des États-Unis contre Cuba. Nous suivrons de près cette bataille qui prouvera une fois de plus la nécessité non seulement de lever le blocus, mais encore d'en finir avec le système qui engendre l'injustice sur notre planète, dilapide ses ressources et met la survie humaine en danger. Nous prêterons une attention spéciale à la plaidoirie de Cuba.

Je continuerai mercredi 26.

Fidel Castro Ruz
Le 24 octobre 2011
17 h 19

Reflexiones del compañero Fidel

EL PAPEL GENOCIDA DE LA OTAN

(Tercera parte)

El 23 de febrero, bajo el título "Danza macabra de cinismo" expuse:

"La política de saqueo impuesta por Estados Unidos y sus aliados de la OTAN en el Oriente Medio entró en crisis."

"Gracias a la traición de Sadat en Camp David el Estado árabe palestino no ha podido existir, pese a los acuerdos de la ONU de noviembre de 1947, e Israel se convirtió en una fuerte potencia nuclear aliada a Estados Unidos y la OTAN.

"El Complejo Militar Industrial de Estados Unidos suministró decenas de miles de millones de dólares cada año a Israel y a los propios estados árabes sometidos y humillados por éste.

"El genio ha salido de la botella y la OTAN no sabe cómo controlarlo.

"Van a tratar de sacarle el máximo provecho a los lamentables sucesos de Libia. Nadie sería capaz de saber en este momento lo que allí está ocurriendo. Todas las cifras y versiones, hasta las más inverosímiles, han sido divulgadas por el imperio a través de los medios masivos, sembrando el caos y la desinformación.

"Es evidente que dentro de Libia se desarrolla una guerra civil. ¿Por qué y cómo se desató la misma? ¿Quiénes pagarán las consecuencias? La agencia Reuters, haciéndose eco del criterio de un conocido banco de Japón, el Nomura, expresó que el precio del petróleo podría sobrepasar cualquier límite."

"...¿Cuáles serían las consecuencias en medio de la crisis alimentaria?"

"Los líderes principales de la OTAN están exaltados. El Primer Ministro británico, David Cameron, informó ANSA, '...admitió en un discurso en Kuwait que los países occidentales se equivocaron en apoyar gobiernos no democráticos en el mundo árabe'."

"Su colega francés Nicolás Sarkozy declaró: 'La prolongada represión brutal y sangrienta de la población civil libia es repugnante'."

"El canciller italiano Franco Frattini declaró 'creíble' la cifra de mil muertos en Trípoli [...] 'la cifra trágica será un baño de sangre'."

"Hillary Clinton declaró: "...el 'baño de sangre' es 'completamente inaceptable' y 'tiene que parar'..."

"Ban Ki-moon habló: 'Es absolutamente inaceptable el uso de la violencia que hay en el país'."

"... 'el Consejo de Seguridad actuará de acuerdo a lo que decida la comunidad internacional'."

"'Estamos considerando una serie de opciones'."

"Lo que Ban Ki-moon espera realmente es que Obama diga la última palabra.

"El Presidente de Estados Unidos habló en la tarde de este miércoles y expresó que la Secretaria de Estado saldría para Europa a fin de acordar con sus aliados de la OTAN las medidas a tomar. En su cara se apreciaba la oportunidad de lidiar con el senador de la extrema derecha de los republicanos John McCain; el senador pro israelita de Connecticut, Joseph Lieberman y los líderes del *Tea Party*, para garantizar su postulación por el partido demócrata.

"Los medios masivos del imperio han preparado el terreno para actuar. Nada tendría de extraño la intervención militar en Libia, con lo cual, además, garantizaría a Europa los casi dos millones de barriles diarios de petróleo ligero, si antes no ocurren sucesos que pongan fin a la jefatura o la vida de Gaddafi.

"De cualquier forma, el papel de Obama es bastante complicado. ¿Cuál será la reacción del mundo árabe y musulmán si la sangre en ese país se derrama en abundancia con esa aventura? ¿Detendrá una intervención de la OTAN en Libia la ola revolucionaria desatada en Egipto?"

"En Iraq se derramó la sangre inocente de más de un millón de ciudadanos árabes, cuando el país fue invadido con falsos pretextos."

"Nadie en el mundo estará nunca de acuerdo con la muerte de civiles indefensos en Libia o cualquier otra parte. Y me pregunto: ¿aplicarán Estados Unidos y la OTAN ese principio a los civiles indefensos que los aviones sin piloto yanquis y los soldados de esa organización matan todos los días en Afganistán y Pakistán?"

"Es una danza macabra de cinismo."

Mientras meditaba sobre estos hechos, en Naciones Unidas se abrió el debate previsto para ayer, martes 25 de octubre, en torno a la "Necesidad de poner fin al bloqueo comercial y financiero impuesto por Estados Unidos de América contra Cuba", algo que se ha venido planteando por la inmensa mayoría de los países miembros de esa institución a lo largo de 20 años.

Esta vez los numerosos razonamientos elementales y justos -que para los gobiernos de Estados Unidos no eran más que ejercicios retóricos- pusieron en evidencia, como nunca antes, la endeblez política y moral del imperio más poderoso que ha existido, a cuyos intereses oligárquicos e insaciable sed de poder y riquezas han sido sometidos todos los habitantes del planeta, incluido el propio pueblo de ese país.

Estados Unidos tiraniza y saquea al mundo globalizado con su poderío político, económico, tecnológico y militar.

Esa verdad se hace cada vez más obvia tras los debates honestos y valientes que han tenido lugar en los últimos 20 años en Naciones Unidas, con el apoyo de los estados que se supone expresen la voluntad de la inmensa mayoría de los habitantes del planeta.

Antes de la intervención de Bruno, numerosas organizaciones de países expresaron sus puntos de vista a través de uno de sus miembros. El primero de ellos fue Argentina a nombre del Grupo de los 77 más China; le siguieron Egipto, a nombre de los NOAL; Kenya, a nombre de la Unión Africana; Belice, a nombre de CARICOM; Kazajstán, a nombre de la Organización de la Cooperación Islámica; y Uruguay, a nombre de MERCOSUR.

Con independencia de estas expresiones de carácter colectivo, China, país de creciente peso político y económico en el mundo, India e Indonesia apoyaron firmemente la resolución a través de sus embajadores; entre los tres representan 2 700 millones de habitantes. También lo hicieron los embajadores de la Federación Rusa, Belarús, Sudáfrica, Argelia, Venezuela y México. Entre los países más pobres del Caribe y América Latina, vibraron las palabras solidarias de la embajadora de Belice, que habló en

nombre de la comunidad del Caribe, San Vicente y las Granadinas y Bolivia, cuyos argumentos relacionados con la solidaridad de nuestro pueblo, a pesar de un bloqueo que dura ya 50 años, será un estímulo imperecedero para nuestros médicos, educadores y científicos.

Nicaragua habló antes de la votación, para explicar con valentía por qué votaría contra aquella péfida medida.

También lo hizo con anterioridad el representante de Estados Unidos para explicar lo inexplicable. Sentí pena por él. Es el papel que le asignaron.

Cuando llegó la hora de la votación, dos países se ausentaron: Libia y Suecia; tres se abstuvieron: Islas Marshall, Micronesia y Palau; dos votaron en contra: Estados Unidos e Israel. Sumados los que votaron en contra, se abstuvieron, o se ausentaron: Estados Unidos, con 313 millones de habitantes; Israel, con 7,4 millones; Suecia, con 9,1 millones; Libia, con 6,5 millones; Islas Marshall, con 67.1 mil; Micronesia, 106.8 mil; Palau, con 20.9 mil, suman 336 millones 948 mil, equivalente al 4.8% de la población mundial, que ya se eleva este mes a 7 mil millones.

Después de la votación, para explicar sus votos, habló Polonia a nombre de la Unión Europea que, a pesar de su alianza estrecha con Estados Unidos y su obligada participación en el bloqueo, es contraria a esa criminal medida.

Después hicieron uso de la palabra, para explicar con firmeza y decisión por qué votaron la resolución contra el bloqueo, 17 países.

Proseguirá el viernes 28.



Fidel Castro Ruz
Octubre 26 de 2011
9 y 45 p.m.

CUBA DEMENT A L'ONU LES AFFIRMATIONS DES ETATS-UNIS JUSTIFIANT LE BLOCUS Par Reynaldo Henquen

La Havane, 26 octobre (RHC) - Le ministre cubain des Affaires étrangères Bruno Rodriguez a réfuté à l'ONU les arguments fallacieux avancés par les Etats-Unis pour essayer de justifier le blocus imposé contre Cuba depuis près de 50 ans. Notre pays a obtenu mardi un soutien écrasant à la résolution demandant la levée du blocus présentée à l'Assemblée Générale de l'ONU, avec 186 voix pour, deux voix contre, celle des Etats-Unis et d'Israël, et trois abstentions. Bruno Rodriguez a commencé sa réplique en indiquant que le monde n'est pas dupe des mensonges du gouvernement des Etats-Unis: « On peut tromper une partie des gens tout le temps, mais on ne peut pas tromper tous les gens tout le temps. » Bruno Rodriguez a ensuite raillé la déclaration des Etats-Unis, exprimée par la voix du délégué étasunien à l'ONU Ronald Goddard, qui défend la même politique de gouvernement en gouvernement. « La déclaration de ce matin des Etats-Unis a été calquée sur celle de l'année dernière et sur celle de 2009. Depuis 2005 Monsieur Goddard est venu ici défendre d'abord la politique du Président Bush, puis celle du Président Obama. On se demande quelle politique il défend ? » Après avoir présenté Ronald Goddard et s'être arrêté sur les postes occupés par ce diplomate comme directeur du Bureau du Coordination pour les questions cubaines à Miami, comme membre des Corps de paix, le ministre cubain des Affaires étrangères a signalé que ce monsieur a accompli des missions dont il y a très peu d'information au Nicaragua, au Panama, au Costa Rica, au Chili, entre autres.

Bruno Rodriguez a cité un document déclassifié qui souligne que le Chef du Bureau de Miami assumera la responsabilité aussi bien des opérations légales que des opérations secrètes. Le ministre cubain des Affaires étrangères a ensuite donné quelques exemples de la sale guerre que mènent les Etats-Unis contre notre pays et dans d'autres régions du monde : « Cependant, je coïncide avec lui sur le fait que le blocus n'est qu'un aspect de la politique étasunienne contre Cuba. Il sait très bien que l'autre axe principal est celui de la subversion interne, le déploiement dans notre territoire d'agents au Service des Etats-Unis et la réalisation d'opérations cachées par l'USAID et la CIA, avec des fonds millionnaires dont on ne connaît qu'une partie. Comme j'ai lu tant de fois les clauses de la Convention de Genève sur le génocide, je vais en faire parvenir une copie à la représentation des Etats-Unis. Le gouvernement étasunien est le responsable de nombreuses exécutions extrajudiciaires, une partie d'entre elles réalisées avec des drones ou des avions non pilotés, et au cours desquelles y compris des citoyens étasuniens et des mineurs, ont été assassinés, il est aussi le responsable d'actes de torture, d'enlèvement de personnes, de 1245 vols secrets et de l'existence de prisons secrètes en Europe et il maintient actuellement un camps de concentration où l'on torture, dans le territoire qu'il occupe illégalement à Guantanamo. » Dans une autre partie de son intervention, Bruno Rodriguez a dénoncé les mensonges du délégué des Etats-Unis à l'ONU et a appelé le gouvernement étasunien à résoudre les nombreux problèmes que rencontre son propre pays : « Monsieur Goddard a menti de façon délibérée au sujet des deux chiffres qu'il a mentionnés à cette réunion. En particulier, concernant celui des dits « dons d'assistance humanitaire à Cuba, soit les fonds que l'USAID utilise pour essayer de subvertir l'ordre constitutionnel dans mon pays ; des envois d'argent que des Cubains résidant aux Etats-Unis font à leurs proches, malgré les régulations et les restrictions officielles et des dons que font des Organisations non gouvernementales avec beaucoup d'efforts, à cause de l'opposition du gouvernement des Etats-Unis et qui en 2010 ont été très réduits.

Les États-Unis, au lieu de livrer des guerres au cours desquelles plus d'un million de civils ont été assassinés et au lieu de

déstabiliser des gouvernements d'autres pays, feraient mieux d'écouter l'opinion de leur propre peuple. Près d'ici, à Wall Street, au lieu de réprimer brutalement, ils devraient écouter ce que disent leurs concitoyens. Ils se plaignent du fait qu'il n'y a pas de véritable démocratie dans leur pays où tout est déterminé par le pouvoir économique ; où les corporations font passer les bénéfices avant la protection des gens ; où l'égoïsme l'emporte sur la justice, où l'inégalité et l'oppression l'emportent sur l'égalité. Elles contrôlent le gouvernement. Ils se plaignent d'avoir perdu leurs maisons, leurs pensions, leurs programmes de sécurité sociale, tandis que les riches continuent à recevoir des bons scandaleux. Ils se plaignent du fait que l'on a séquestré les étudiants avec les dettes, de la corruption des Cours de justice, du fait que des millions de dollars sont dépensés pour éliminer les contrats d'assurance maladie aux travailleurs. Ils se plaignent aussi du fait que les Etats-Unis participent à la torture et à l'assassinat de civils innocents hors de leur territoire et qu'ils perpétuent le colonialisme. »

Bruno Rodriguez a fini son intervention en critiquant l'hypocrisie de l'administration Obama au sujet du terrorisme : « Monsieur Goddard ment quand il dit que le ressortissant étasunien et sous-traitant de l'USAID a été sanctionné à Cuba pour avoir voulu brancher sur Internet la communauté juive. Il sait, car c'est un spécialiste en ces thèmes, que Monsieur Gross réalisait à Cuba une opération cachée et qu'il a commis des délits qui sont sanctionnés aussi aux Etats-Unis.

A Cuba, les enfants se demandent comment il est possible que dans ce pays les terroristes soient en liberté et les antiterroristes soient en prison. Les 5 combattants antiterroristes cubains ont souffert des conditions cruelles, inhumaines et dégradantes pour le seul délit d'essayer d'éviter des actes de terrorisme. Ils devraient tous être libérés y compris celui qui se trouve en liberté surveillée et que l'ont empêché de rejoindre sa famille. Ce serait un acte de justice ou au moins, un acte humanitaire.

Seul dans un pays comme les Etats-Unis, la Présidente du Comité des Affaires Étrangères de la Chambre des Représentants, une dame féroce, peut présider un hommage au terroriste international Luis Posada Carriles, responsable de la destruction en plein vol d'un avion cubain de passagers et c'est seulement ici, aux Etats-Unis que l'on peut qualifier de terroristes et espions les enfants d'une troupe de théâtre en visite dans ce pays. »

LES ETATS-UNIS IMPOSENT DES AMENDES RECORD POUR AVOIR VIOLE LE BLOCUS

Par Tania Hernández

La Havane, 14 octobre (PL-RHC) - Le premier vice ministre du Commerce Extérieur et des Investissements Etrangers, Orlando Hernández, a indiqué à la presse que le gouvernement de Barack Obama a infligé plus de 1 100 000 000 de dollars d'amende à des entreprises ou des citoyens ayant réalisé des échanges commerciaux avec notre pays. Le montant total des amendes payées par plus de 20 individus ou personnes juridiques condamnées est un record, a précisé Orlando Hernández. Il a ajouté que face à de telles amendes « on ne peut pas parler d'assouplissement des mesures contre Cuba », et a expliqué que les Etats-Unis tournent le dos avec toujours plus de mépris à la clameur mondiale exigeant la fin du blocus économique, commercial et financier contre notre pays. Orlando Hernández a précisé que les sanctions et les pressions que les Etats-Unis exercent sur des banques et des citoyens ayant effectué des échanges commerciaux avec Cuba dissuadent les investisseurs potentiels. « Aucune des mesures adoptées par le gouvernement d'Obama n'a impliqué de réels changements dans la politique des Etats-Unis à l'égard de Cuba, leurs portée est très limitée » a conclu le premier vice ministre du Commerce

Extérieur.

LE BLOCUS ETASUNIEN AFFECTE UN PROGRAMME DE GREFFES RENALES

Par Tania Hernández

La Havane, 14 octobre (RHC) - L'intensification du blocus économique, commercial et financier des Etats-Unis contre Cuba empêche le bon déroulement du Programme National de Greffes Rénales, dont le principal objectif est d'élever l'espérance de vie des citoyens. Ce programme de santé requiert, pour mener à bien des études d'Histo-Compatibilité (HLA), des réactifs sérologiques anti-HLA de haute qualité que Cuba a acheté pendant des années à l'entreprise étasunienne One Lambda, via des pays tiers. Mais le rapport 2011 sur la résolution 65/6 de l'Assemblée Générale des Nations Unies intitulé « Nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé par les Etats-Unis à Cuba » indique que l'obstination de Washington rend désormais impossible l'achat de ces réactifs, ce qui conduira à l'abandon du Programme National de Greffes ou à la réduction drastique de sa portée. L'acharnement de la Maison Blanche a également empêché l'achat par l'Institut National d'Endocrinologie et des Maladies Métaboliques de Cuba, d'un équipement mesurant les Radiations Gamma vendu par l'entreprise nord-américaine Perkin Elmers. Les pertes directes causées à notre pays par le blocus depuis son instauration se chiffrent au minimum à 104 milliards de dollars mais si l'on prend en compte la dépréciation du dollar face à l'or sur les marchés financiers internationaux, ce chiffre s'élève à 975 milliards de dollars.

GRANMA DENONCE LES OPERATIONS DE PROPAGANDE ANTI-CUBAINE DES ETATS-UNIS

Par Reynaldo Henquen

La Havane, 12 octobre (RHC) - Le gouvernement de Washington a choisi des sous-traitants étrangers, l'un originaire de Hong Kong, l'autre d'Israël, pour réaliser des opérations de propagande contre Cuba, en inondant ses systèmes de communication avec du matériel destiné à déstabiliser le pays, signale un article de Jean-Guy Allard publié dans le journal Granma. Cette information fait suite à la publication de documents du Broadcasting Board of Governors, le BBG (Bureau de Transmission des Gouverneurs), par le journaliste et chercheur nord-américain Tracey Eaton, sur le site internet Cuba Money Project. Le BBG est un organisme fédéral dont la fonction est de contrôler les communications aux Etats-Unis et d'effectuer des opérations de propagande politique vers l'étranger. Récemment, le BBG a signé des contrats qui enfreignent les conventions internationales et les réglementations cubaines, pour la mise en route d'opération de propagande contre notre pays, via la télévision ou l'envoi massif de SMS vers les téléphones portables cubains. L'entreprise qui doit bombarder de milliers de SMS les téléphones portables cubains, Washington Software, est une énigmatique firme « de propriété asiatique-américaine ». On sait seulement qu'elle est dirigée par Michael Cheng, originaire de Hong Kong, et que son siège social est situé dans l'Etat du Maryland. La firme chargée de la propagande par télévision est l'entreprise israélienne RRSat Global Communications : sa mission est de diffuser vers notre territoire des émissions étasuniennes de propagande 24 heures sur 24, pour un contrat s'élevant à plus d'un million de dollars

LE PEUPLE CUBAIN REND HOMMAGE AUX VICTIMES DU TERRORISME D'ETAT

Par Reynaldo Henquen

La Havane, 6 octobre (Granma-RHC) – La cérémonie centrale du Jour des Victimes du terrorisme d'Etat, institué par le Parlement cubain en 2001, se tient ce jeudi à la Salle Universelle des Forces Armées Révolutionnaires de la Havane. Les journaux nationaux ont également relevé d'autres actes de commémoration, qui ont lieu à l'Université des Sciences Médicales et en d'autres lieux de la capitale pour rendre hommage aux 73 victimes de l'horrible Crime de la Barbade, qui s'est produit il y a 35 ans.

Mercredi, des centaines d'étudiants et de jeunes havanais, au nom du peuple cubain, ont effectué une veillée patriotique et révolutionnaire sur la Colline des drapeaux de la Tribune anti-impérialiste José Martí, où ils se sont souvenus des morts de l'attentat de la Barbade et des autres victimes du terrorisme promu par les Etats-Unis.

Les participants à la veillée ont exigé la libération et le retour immédiat des Cinq Cubains emprisonnés dans les geôles étasuniennes depuis 1998 pour avoir lutté contre le terrorisme, et ils ont confirmé la volonté du peuple cubain de continuer à lutter pour le socialisme et la Révolution.

Le Président de l'Assemblée Nationale, Ricardo Alarcón qui y a participé, a tenu à souligner que la plupart des Cubains qui prenaient part à cette veillée pour commémorer 35 ans d'un crime abominable, n'étaient pas nés, au moment où cet attentat a été perpétré. Il a signalé que cela envoie un message très clair : « Les Cubains, génération après génération, nous n'allons pas oublier. Entre temps l'impunité a été consacrée pratiquement durant ces 35 ans. Il y a peu. Orlando Bosh est mort à Miami de mort naturelle. Ce monsieur s'est vanté devant les micros et les caméras, au cours des multiples interviews qu'il a données, de sa participation à cette brutale attaque, la première survenue dans ce continent. Et monsieur Posada Carriles, l'autre auteur intellectuel de ce fait horrible, est actuellement à Miami, jouissant des privilèges que l'administration Bush lui a accordés, et que l'administration Obama continue de lui accorder, car cela fait 3 ans qu'il est au pouvoir et il ne l'a pas extradé vers le Venezuela, il ne l'a pas non plus jugé comme terroriste »

Ricardo Alarcon a signalé que la sortie de prison demain de René Gonzalez ne signifiait pas la liberté pour lui. « Demain, René Gonzalez, devra être mis en liberté, mais avec la condition qu'il reste durant les 3 prochaines années, en territoire étasunien, conformément à la décision de la juge qui lui a refusé sa demande de rentrer à Cuba immédiatement. Le 16 septembre lorsque la juge a pris cette décision, elle a rappelé à René que pendant ces 3 ans il ne pourra pas approcher les sites fréquentés par les terroristes tout simplement parce que René a été condamné justement pour avoir infiltré certains de ces groupes à la recherche d'informations sur leurs plans pour pouvoir aider ainsi Cuba à éviter que des tragédies comme celle du 6 octobre 1976 ne se produisent. »

Le Président de l'Assemblée Nationale cubaine a insisté sur le fait que Washington n'a jamais caché son appui au terrorisme prenant Cuba pour cible. « Le 16 septembre, les États-Unis admettent une fois de plus, qu'il y a en Floride, des groupes terroristes qui agissent contre Cuba et que le gouvernement étasunien, au lieu d'envoyer ses agents de l'ordre à ces sites pour arrêter ces terroristes, qu'il connaît bien, rappelle à René qu'il ne va pas lui permettre d'approcher ces endroits, pour ne pas déranger les terroristes ou les frustrer dans leurs plans.

Cela a été une demande de Bush, qu'on ajoute cette clause à la sentence de René. À partir du 7 octobre, monsieur Obama devra répondre à cette question toute simple : De quel côté êtes vous ? Du côté des terroristes que Bush a essayé de protéger ou du côté de la lutte contre le terrorisme ? Le mieux pour lui serait de permettre que René rentre à La Havane le plus vite possible, parce que s'il ne le fait pas, nous allons lui rappeler le 7 octobre et tout le temps qu'il s'avérerait nécessaire, que lui, sous son mandat, lui le président du changement, continue d'appliquer la même politique criminelle de parrainage du terrorisme anti cubain. Bien sûr, il a l'alternative entre ses mains de permettre à René de revenir et de se réunir avec sa famille.

Ma suggestion, ma recommandation, ma demande est que vous écrivez à la Maison Blanche, que vous y appelez par téléphone, que vous y envoyez des fax, des e-mails, que vous vous servez des réseaux sociaux, spécialement le Twitter du Président Obama, il aime communiquer avec les gens par cette voie et demandez-lui quand est-ce qu'il va libérer Gerardo, Ramón, Antonio, Fernando et quand est-ce qu'il va permettre à René de pouvoir rentrer dans son pays.

Il sait qu'ils sont innocents, il sait qu'il n'y a aucune raison pour qu'ils restent en prison. Ma demande à toutes les personnes solidaires, à tous les gens honnêtes du monde est qu'ils s'adressent au président Obama, à la Secrétaire d'État, au Secrétaire à la Justice, aux médias étasuniens, voir si un jour ils découvrent cette affaire et qu'ils osent poser des questions à leur gouvernement, pour voir comment il va justifier son attitude, comment il va expliquer qu'il a envoyé des jeunes étasuniens mourir et tuer dans une prétendue guerre contre le terrorisme, et qu'il reconnaît ouvertement qu'il protège certains terroristes qui sont des alliés, tels que les groupes anti cubains de Miami

LES TRAVAILLEURS DE LA CULTURE APPUIENT L'ACTUALISATION DU MODELE ECONOMIQUE CUBAIN

Par Reynaldo Henquen La Havane, 21 octobre (RHC) - Le Secrétaire Général de la CTC, la Centrale des Travailleurs de Cuba, Salvador Mesa a appelé les travailleurs du secteur de la culture à contribuer de façon active à l'actualisation du modèle économique cubain. Au cours de la journée de clôture du VIIe Congrès de ce syndicat qui s'est tenu les 19 et 20 octobre, Salvador Mesa a mis l'accent sur le fait que l'économie va de pair avec la culture dans la défense de la Révolution et du socialisme. « C'est pourquoi les transformations économiques en marche, ont pour objectif de continuer à donner un élan au travail culturel de la nation afin de la rendre soutenable. Nous avons besoin aussi de semer une culture économique chez les travailleurs ». Au sujet des antiterroristes cubains prisonniers aux Etats-Unis il a indiqué : « Nous exigeons la mise en liberté des 4 camarades qui sont toujours incarcérés aux États-Unis et nous dénonçons le danger imminent que court René Gonzalez depuis sa sortie de prison, le 7 octobre dernier, car il est obligé de rester dans le repaire du terrorisme. Depuis cette tribune, nous rendons responsable le gouvernement étasunien de la protection de René Gonzalez. Le gouvernement des États-Unis a assumé la position absurde de ne pas permettre le retour de René à sa patrie où il est attendu par sa famille et par son peuple qui le considère comme un symbole de courage et de dignité ». Au sujet des travaux du Congrès, le Secrétaire Général de la CTC a précisé : « Je considère que nous avons procédé à un échange magnifique d'idées. Les délégués se sont vus offrir des informations très utiles. Toutes les interventions faites par les délégués sont très importantes et vont nous permettre d'améliorer le travail de notre syndicat ». Au cours de la dernière séance du congrès, les délégués ont approuvé le rapport central et les projets d'accords découlant des commissions de travail. Les délégués ont également réaffirmé l'appui inconditionnel à la Révolution et aux Grandes Lignes approuvées au 6e Congrès du Parti Communiste de Cuba. Ils ont décidé aussi d'œuvrer en faveur d'un changement de mentalité à partir des transformations qui sont introduites dans le secteur. Ils se sont également prononcés pour l'utilisation rationnelle des ressources. Ils ont recommandé aux Ministères de la culture, du travail et de la sécurité sociale de réviser les dispositions qui régulent les paiements au secteur artistique et journalistique. Les participants ont également approuvé la Déclaration des Travailleurs de la culture exigeant le retour immédiat à la

patrie des 5 antiterroristes cubains prisonniers aux Etats-Unis. Les délégués ont rendu le gouvernement étasunien responsable des dangers qui planent sur la vie de René González qui doit rester trois ans aux Etats-Unis en liberté surveillée.

LES ZONES SPECIALES DE DEVELOPPEMENT SONT UNE PRIORITE POUR CUBA

Par Reynaldo Henquen La Havane, 20 octobre (RHC) - Yanet Vázquez et Belsis Llorente, au nom du Ministère du Commerce Extérieur et des Investissements Etrangers, ont insisté à La Havane sur l'importance des Zones Spéciales de Développement (ZED), pour augmenter l'entrée de devises, développer la technologie et l'emploi à Cuba. A l'occasion de la dernière séance de la VIIIe Rencontre Internationale sur le Commerce Extérieur et les Investissements Etrangers, elles ont expliqué que les Zones Spéciales de Développement peuvent contribuer à un accroissement soutenu et accéléré des revenus provenant de l'exportation en stimulant la production de biens et de services. Face à des spécialistes du Droit et des Sciences Economiques de neuf pays, les deux représentantes ministérielles ont indiqué que ces zones doivent constituer des enclaves juridiques, avec une juridiction spécifique qui s'appliquera non seulement aux investissements étrangers mais à toutes les personnes juridiques ou naturelles qui de manière directe ou indirecte sont liées à leur fonctionnement. Notre pays est en train de créer actuellement une Zone Spéciale de Développement au port du Mariel, à l'Ouest de la Havane, avec un financement du Brésil. La création de ces enclaves juridiques est l'une des orientations des Grandes Lignes de la Politique Economique et Sociale du Parti Communiste de Cuba, ratifiées en avril dernier.

LA FAO COOPERE AVEC CUBA DANS 29 PROJETS ALIMENTAIRES ET FORESTIERS

Par Reynaldo Henquen La Havane, 18 octobre, (RHC) - Marcio Porto, représentant de la FAO à La Havane a relevé que cette organisation coopère avec Cuba dans 29 projets liés à l'irrigation, au développement des forêts et de la pêche, entre autres. Marcio Porto préside un séminaire sur l'agriculture urbaine et suburbaine auquel prennent part d'autres représentants de la FAO ainsi que des experts de Cuba et de la région. Il a signalé que cet atelier est très important pour la tenue ici, à La Havane, d'une rencontre internationale au cours des quatre premiers mois de l'année prochaine qui contribuera à une plus grande connaissance, par les pays de la région, de la technologie cubaine dans ces domaines.

L'ARMEE ETASUNIENNE DISPOSERA PROCHAINEMENT D'UNE NOUVELLE ARME LETALE

Par Reynaldo Henquen

New York, 19 octobre (RHC) - "Petit assassin" et "Drone kamikaze" sont quelques uns des surnoms de la nouvelle arme de l'armée étasunienne : le « Switchblade », un petit avion furtif qui explose directement sur sa cible. Il est si petit et léger qu'il peut être transporté dans un simple sac et manœuvré par un seul opérateur. Lancé à partir d'un mortier, le mini drone de deux kilogrammes déploie ses ailes une fois en l'air. Il fonctionne alors comme un avion espion sans pilote, autrement dit un drone : l'opérateur téléguide l'engin et grâce à la caméra intégrée il peut localiser sa cible.

Contrairement aux drones classiques, le switchblade ne bombarde pas sa cible, il se dirige directement sur son objectif sur lequel la charge embarquée explose au moment de l'impact.

Le Pentagone a indiqué que cette nouvelle arme sera ajoutée à l'arsenal de l'armée étasunienne en Afghanistan. Le mini drone, fabriqué par l'entreprise Aero Vironment n'est pas encore commercialisé, mais les Etats-Unis vont consacrer cinq millions de dollars à ce projet afin que le prototype soit rapidement mis sur le marché.

El acaparamiento de tierras, la promoción de los monocultivos para agro combustibles y la minería sitúan el tema de la tierra en el centro del debate. Quienes pensaron que el tema de la Reforma Agraria era una asignatura del pasado se han dado cuenta que este tema sigue vigente, ahora con nuevos enfoques, con nuevos elementos, y como un tema de urgente necesidad.

El Renacer de la Reforma Agraria ocupa una gran parte de nuestro trabajo en CLOC-Vía Campesina y la sociedad en su conjunto. En este esfuerzo estamos acompañados por organizaciones aliadas en el campo de la investigación, la formación, el cabildeo, las misiones de investigación y el apoyo económico. El acaparamiento de tierras, la promoción de los monocultivos para agro combustibles y la minería sitúan el tema de la tierra en el centro del debate. Quienes pensaron que el tema de la Reforma Agraria era una asignatura del pasado se han dado cuenta que este tema sigue vigente, ahora con nuevos enfoques, con nuevos elementos, y como un tema de urgente necesidad. Los grandes temas de embalses para la construcción de represas hidroeléctricas, minerías a cielo abierto, concentran y quitan la tierra a las familias campesinas e indígenas, desplazándolas hacia los cinturones de miseria y hacia el éxodo masivo, como parte del modelo económico que está relegando a la agricultura y la alimentación de los pueblos. Vemos también la criminalización de aquellos que luchan por lograr una Reforma Agraria que les de la tierra en condiciones dignas, y de esos temas de persecución y represión tenemos muchos casos en el mundo. Los casos más relevantes de Mesoamérica son los siguientes: Honduras, durante el 2011, se ha agudizado el conflicto del Bajo Aguán, donde las y los campesinos reclaman una real y efectiva Reforma Agraria, frente al acaparamiento de los terratenientes quienes amparados al conflicto político y al papel injerencista de las fuerzas armadas dificultan la solución de los problemas. En la República Dominicana hay entrega de concesiones mineras, al sector turístico y deja desprotegidos a los campesinos, lo que implica menos tierra en función de la alimentación de los habitantes de ese país. En Guatemala la reconcentración de la tierra es evidente y hay muchos desalojos. La institucionalidad agraria está agotada y hay más de 145 comunidades que se le adeuda dinero por compra de tierra. La lucha en Guatemala sigue, hay 1300 casos sin resolver en el tema de la propiedad, medición, adjudicación etc. Hay un nuevo conflicto por la represión en las márgenes del río el Polochic y en las poblaciones indígenas de Peten. En el caso de El Salvador hay una investigación que nos da la oportunidad de saber cuánta es la tierra que está en manos de las y los campesinos. Hay cinco tomas de tierra impulsada por las organizaciones campesinas y el Consejo Nacional de Trabajadores del Campo (CNTC) elaboro una propuesta para dialogar con el gobierno Salvadoreño, esto no avanza hasta el momento. Contrario a cualquier intento por una nueva reforma agraria en El Salvador, la oligarquía y un sector del gobierno pretende dar iniciativa de ley a un anteproyecto que le denominan ley de arrendamiento, con lo que se pretende aumentar la concentración de la tierra en pocas manos. Para Cuba el tema de la reforma agraria es un caso resuelto desde el triunfo de la Revolución. El 17 de mayo de 1959 se promulgó la primera Ley de Reforma Agraria, mediante la cual se les entrega en propiedad y de forma gratuita a las campesinas y campesinos. Junto con esta medida el estado naciente le garantizó a los hombres y mujeres del campo la asistencia técnica, mercado seguro para la venta de todas sus producciones con precios justos que se pactan a través de un contrato con el estado; lo que garantiza que antes que los campesinos siembren tengan asegurado la compra de sus producciones. En 1963 se aprobó la segunda ley, que limita la cantidad de hectáreas en propiedad; aspecto que permitió expropiar todas las tierras aún en manos de los terratenientes. Al ser el acceso a la atención médica y la educación gratuita para toda la sociedad, un derecho garantizado para los cubanos desde esa fecha, los campesinos disfrutan en igualdad de estos servicios en los lugares más intrincados. Desde la década del setentas se comenzó la diversificación de la producción y en el marco de un congreso campesino se fomenta la iniciativa de trabajar de manera colectiva. Unos estaban de acuerdo y otros no y de igual manera siguen trabajando respetando la voluntad de la familia campesina.

En Costa Rica el tema "reforma agraria" no es parte de la agenda política nacional de los sectores poderosos ni de los gobernantes. La explotación de tierras cultivables enfrenta grandes procesos de concentración y acaparamiento por parte de multinacionales productoras de frutas como Del Monte y Dole. El gobierno acatando disposiciones del Banco Mundial propone no ofrecer más títulos de propiedad a pequeños agricultores de forma directa. Todavía se discute un proyecto de ley que plantea otorgar contratos de arriendos por periodos de 5 años donde las familias campesinas quedan sujetas a cada vez más regulaciones; esto porque el arriendo significa no dar derecho a título de propiedad ni poder construir ni siquiera un lugar para vivir. Además hay un creciente abandono del campo por pobreza o desinterés en continuar una cultura campesina cada vez más en extinción. En Nicaragua el problema es la legalidad de la tierra, situación que se está legalizando con el actual gobierno. Hay un problema y es el Timal que es una propiedad tomada por miembros de las organizaciones de la CLOC/LVC, sin embargo hay resuelto 75 mil títulos, y se ha titulado principalmente a los Indígenas del Caribe. En la actualidad se han aprobado las leyes de; Soberanía y Seguridad Alimentaria y Nutricional, así como la ley para la entrega de tierra con equidad de Género, permitiendo la construcción de políticas en función de las y los campesinos las que en un mediano plazo estarán dando sus resultados.

México: En cuanto al tema de la tierra, en documentos hay escrito cosas buenas como el acuerdo nacional para el campo. Pero este no se ha cumplido, el proceso que se lleva es que sean resultado compromisos firmados, pero viene saliendo a luz nuevos conflictos. El problema actual es que de más de seis mil unidades de producción, alrededor de 800 son las que realmente funciona. Las que no funcionan es que están abandonadas. Actualmente hay buen proceso de desarrollo grande en la parte norte del país y en la parte sur. El movimiento "El hambre no espera" presento una reforma que agrega a la constitución política del país el derecho a la alimentación, con esto el objetivo es lograr la Soberanía Alimentaria. Hay muchas tareas que debemos realizar para promover una Reforma Agraria Integral. Se tratan de nuevas legislaciones en varios países, o implementar leyes ya vigentes. También hay una gran necesidad de seguir capacitando a líderes y lideresas sobre los temas, y crear una sinergia entre las diferentes campañas que llevamos: Unificar Reforma Agraria, con Soberanía Alimentaria y la campaña de agrotóxicos. Hay que fortalecer nuestras alianzas y trabajar en conjunto para incidencia en los espacios de poder. Y por último, debemos establecer una estrategia para la solidaridad y el acompañamiento a los casos de criminalización de la tierra en nuestros países.

[Fuente: Boletín Tierra, CLOC-VC] http://www.defensaterritorios.org/index.php?option=com_content&view=article&id=10586:la-lucha-por-la-tierra-y-la-reforma-agraria-en-mesoamerica&catid=369:territorios&Itemid=187

DANIEL ORTEGA SOULIGNE LE ROLE DE L'ALBA DANS LA LUTTE POUR LA SOUVERAINETE ET L'INTEGRATION

Par Tania Hernández (RHC) – L'alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) est un choix politique, c'est l'engagement de lutter pour la souveraineté et l'intégration de nos peuples, a déclaré le président du Nicaragua, Daniel Ortega. Le leader sandiniste qui clôturera mercredi la VIII^e réunion du Conseil Ministériel de Petrocaribe à Managua, a rappelé que son pays avait adhéré à l'ALBA au lendemain de son investiture en janvier 2007. Daniel Ortega a expliqué que l'ALBA réalisait la pensée révolutionnaire de Simon Bolivar, de José Martí et d'Augusto Cesar Sandino. « L'ALBA implique la solidarité, et c'est grâce à elle que nous avons avancé », a déclaré Daniel Ortega, lors de la remise de 6 158 titres de propriétés à des familles aux faibles revenus. Le leader sandiniste a ajouté : « Nous avons commencé à délivrer ces titres de propriété en 2007, quand j'ai été élu président, et nous continuerons à délivrer des titres de propriété dans les prochaines années, si le peuple le permet. »

DANIEL ORTEGA DECLARE QUE LES PLUIES ONT CAUSE UNE CATASTROPHE NATIONALE

Par Reynaldo Henquen Managua, 18 octobre (RHC) – Le président nicaraguayen Daniel Ortega a estimé que les pluies torrentielles qui se sont abattues sur 14 départements du pays et ont affecté directement 133 800 personnes constituent une catastrophe nationale. 15 000 familles se trouvent actuellement isolées, en raison d'inondations qui ont détruits des ponts et des routes. Le leader sandiniste a indiqué que les régions les plus touchées sont la côte du Pacifique, le centre et l'ouest du pays. Daniel Ortega a expliqué que le gouvernement a mis en place des rotations aériennes afin d'apporter des aliments et des médicaments pour faire face à l'urgence. Face à la catastrophe, nous devons renforcer la solidarité, l'esprit chrétien et socialiste pour porter secours aux sinistrés sans interrompre la production, les semailles et les moissons, a déclaré le leader sandiniste, qui a également appelé la population à rester vigilante.

NICARAGUA : COUP D'ENVOI REUSSI POUR LA CAMPAGNE ELECTORALE SANDINISTE

Nicaragua : élections 2011, Institutions renforcées, opposition divisée

Commentaire : Les grands médias internationaux se sont toujours été opposés au gouvernement sandiniste du Nicaragua. Aujourd'hui, ils s'attaquent à la légitimité de la candidature du président Daniel Ortega pour les élections de novembre 2011. L'opposition politique est très divisée. Elle tombe d'accord sur un seul point : remettre en question la validité des élections et la candidature de Daniel Ortega. En 2010, le Parlement auraient dû élire les nouveaux membres des institutions de l'Etat. Mais il ne l'a pas fait. Nous avons interrogé sur ce sujet le président de la cour suprême.

Roberto Rivas Président du conseil suprême électoral

Roberto Rivas : Je pense que dans une certaine mesure, c'est l'opposition nicaraguayenne qui est responsable s'il n'y a pas eu d'élection des nouveaux représentants dont je fait partie, que nous sommes pour les différentes institutions de l'Etat du Nicaragua, qui sont le Pouvoir Judiciaire, le Pouvoir Electoral et le Contrôleur Général de la République. Le 10 janvier 2010, le président a publié un décret annonçant que si aucun accord n'était trouvé au Parlement pour élire les nouvelles autorités, les 25 fonctionnaires, dont le mandat arrivait à terme, seraient reconduits dans leur charge jusqu'à nouvel ordre. Egalement, il existe un principe constitutionnel auquel nous n'avons jamais dérogé jusqu'à ce jour. L'article 201-2 de la Constitution de 1987 précise que pour les membres de la cour suprême de justice, le conseil suprême électoral ou le contrôleur général de la République, si le Parlement n'élit pas de nouveaux représentants, alors les anciens devront poursuivre leur mandat. Cette disposition existe dans de nombreux pays, y compris en Espagne, ainsi qu'en Amérique du Sud. Lorsque les parlementaires ne sont pas d'accord sur le choix de nouveaux membres, logiquement ceux qui font alors partie des institutions sont maintenus à leur poste.

Commentaire : Rafael Solis a participé à l'élaboration de la première constitution politique du Nicaragua en 1987

Rafael Solis : Le plus important pour tous les fonctionnaires dans cette situation, et plus encore pour les membres du Conseil Suprême Electoral, c'est que ce principe a été établi par la Constitution de notre pays : Tant qu'un nouveau magistrat n'a pas été désigné pour une des institutions en question, l'ancien est maintenu dans ses fonctions. Dans le cas présent, l'Assemblée n'a pas pu désigner de nouveau représentant car il n'y avait pas suffisamment de votes. Comme les institutions ne pouvaient pas disparaître ou rester pieds et poings liés en attendant une hypothétique décision, nous avons fait comme c'est la règle en Europe. L'article en question n'est pas une mesure transitoire, il s'applique depuis l'entrée en vigueur de la constitution et maintient en poste ceux qui sont déjà élus en attendant leurs successeurs. Voilà ce que dit l'article 201-2 de la Constitution, et c'est sur cette base que la Cour Suprême de Justice a basé sa décision qui reste parfaitement claire.

Commentaire : La docteur Alba Luz Ramos nous a expliqué la procédure au regard du droit constitutionnel

Dr. Alba Luz Ramos, présidente du conseil suprême électoral. Le président et les maires ont eu recours au Conseil pour éclaircir l'article 147 de la Constitution relatif à l'inéligibilité de certains citoyens du Nicaragua, comme que le Président, le vice-président, les maires et les maires-adjoints. En revanche, cela ne concerne pas les députés de l'Assemblée et les membres du Parlement Centraméricain. Cela signifie que dans un monde égal, de citoyens égaux en droits, certains sont exclus du droit à être réélus et d'autres ont toute la liberté pour se représenter. Le président et les maires ont donc voulu que le conseil les éclaire sur cette interdiction mise en place par une réforme constitutionnelle datée de 1995. En effet, cette interdiction n'existait pas dans la constitution originelle du Nicaragua, celle de 1987, la dernière pour laquelle nous ayons eu recours à une assemblée nationale constituante. Toutes les autres réformes sont des amendements et modifications partielles de la constitution originale. Le Conseil Suprême électoral a objecté qu'il n'était pas en mesure de leur donner une réponse sur cet article car nous n'étions alors pas dans une période électorale. La question fut donc portée devant la Cour Suprême de Justice par voie de contrôle de constitutionnalité afin qu'elle établisse si oui ou non cet article était conforme aux dispositions originelles de la constitution politique de 1987. La Cour, ou plutôt la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême de Justice, donna sa réponse le 19 octobre 2009. Selon elle, la Constitution originelle n'avait pas établi cette restriction à la réélection pour les maires-adjoints, les maires, le Vice-président et le Président de la République. Par conséquent, conformément à la doctrine juridique, la réforme partielle de 1995 ne pouvait aller au delà de ce qui avait été établi dans la constitution originelle. La distinction allait à l'encontre des principes constitutionnels fondamentaux comme le droit à élire et à être élu. En effet, la réforme établissait une différence entre citoyens, entre ceux qui

avaient le droit de se représenter à des élections et ceux qui ne l'avaient plus. La Cour a mis en évidence le problème à violer ainsi le principe fondamental d'égalité des droits des citoyens. Cette antinomie a été résolue à la faveur aux droits fondamentaux constitutionnels, en se basant sur une jurisprudence allemande, déjà utilisée pour trancher de pareilles situations en Colombie ou au Costa Rica.

Commentaire : Le conseil suprême électoral doit donc mettre en application la sentence de la cour suprême de justice. Roberto Rivas : Constitutionnellement, les résolutions de la Cour Suprême de Justice doivent être appliquées de manière incontournable. Tous les pouvoirs de l'Etat sont soumis au respect des décisions de la Cour Suprême, qui tranche au final sur un élément consigné dans la Constitution Politique. Au Nicaragua, le président Ortega ainsi que plus d'une centaine de maires ont présenté une demande devant le Conseil Suprême Electoral, réclamant leur droit consigné dans la Magna Carta à élire et être élus. Le Conseil Electoral a refusé cette demande en répondant que la décision en tant que telle de pouvoir ou non être réélu n'était pas de sa compétence. Face à ce refus, le président et les 104 maires ont saisi en appel un tribunal de Managua, qui admit la requête et porta la question devant la Chambre Constitutionnelle de la cour Suprême de Justice. Cela permis de résoudre le litige et effectivement de confirmer le droit du président Ortega à élire et être élu, droit de chaque citoyen consigné dans la Constitution Politique de la République. Par la suite, cette décision fut portée devant le tribunal le plus puissant, la Cour Suprême de Justice, qui ratifia en séance plénière les conclusions de la Chambre Constitutionnelle. Ce genre de décision a été prise non seulement au Nicaragua mais cela s'est aussi vu récemment au Costa Rica, avec la réélection du président Arias, qui a effectivement eu le droit d'être réélu. C'est également dans une situation similaire en Colombie que la Cour Suprême Colombienne a autorisé la réélection de l'ex-président Uribe. Et c'est le cas dans de nombreux pays latino-américains.

Commentaire : Des analystes de l'opposition colportent l'idée que la décision, qui favorise le président Daniel Ortega, a été prise uniquement par des magistrats sandinistes. Alba Luz Ramos : pour cette sentence, l'ensemble des membres de la Chambre Constitutionnelle ont été convoqués. Les magistrats Damasis Sirias, Ivan Escobar Fornos et Sergio Cuaresma ne se sont pas présentés. Mais dans toutes les chambres il y a des magistrats suppléants, qui eux, étaient présents. C'est à cause de cela que très communément l'opposition déclarent que la décision a été prise uniquement par des magistrats de ligne sandiniste. Or, ces magistrats d'opposition ont été appelés à siéger et n'ont pas assisté à la séance. Mais il y a plus. Après la décision N°504 de la Chambre, celle du 19 octobre 2009, dont nous parlons, il y a eu une autre décision, n°67, datée du 8 mars 2010, plusieurs mois après la première. Ces magistrats de tendance libérale, Sirias, Cuaresma et Escobar Fornos ont participé à la séance et ce sont exactement les mêmes arguments qui ont été utilisé pour prendre la décision qui déclare l'inapplicabilité de l'article 147 et donc restaurant la possibilité de réélection du Président. Sans oublier que dans le texte final de la deuxième sentence, il est fait référence à la première décision.

Commentaire : Les sondages récents indiquent que le président Ortega risque de gagner largement les prochaines élections. L'opposition politique et ses alliés médiatiques ont tenté de manipuler les problèmes constitutionnels du pays. Cependant, les institutions ont résolu avec succès les questions provoquées par les tentatives de l'opposition de saboter les élections. Tout ceci contribue au final à renforcer la légitimité d'une probable victoire d'Ortega aux élections de novembre prochain.
Traduction : Grégoire Souchay, pour www.larevolucionvive.org.ve Source : [Tortilla con Sal](#)

LE CHOLERA FAIT AU MOINS 50 MORTS A HAÏTI Par Reynaldo Henquen Port au Prince, 13 octobre (RHC) - *Au moins 50 personnes sont mortes dans la région occidentale d'Haïti en raison d'une recrudescence de l'épidémie de choléra, qui a également atteint la capitale Port au Prince et la région sud du pays. Les pluies de ces derniers jours ont ravivé l'épidémie et plus de 530 personnes ont contracté cette maladie dans la ville de Fonds-Verretes, à l'ouest du pays, a indiqué l'organisation de défense des droits de l'homme Réseau Frontalier Jeannot Succès. L'organisation humanitaire a dénoncé les conditions sanitaires catastrophiques qui s'ajoutent à la situation météorologique, puisqu'il n'existe qu'un seul centre de soins pour cette ville de 50 000 habitants. Il faut dire que moins de 2% des 9 millions d'Haïtiens a accès à l'eau potable. Cuba compte près de 900 spécialistes travaillant dans 40 communautés haïtiennes, ils exercent dans des centres de soins ambulants et mènent également des campagnes de prévention.*

LE VENEZUELA CONDAMNE ET QUALIFIE D'ACTE BARBARE L'ASSASSINAT DE KADHAFI Par Tania Hernández (RHC)- Le gouvernement vénézuélien a condamné et qualifié d'acte barbare l'assassinat de Mouammar Kadhafi par des opposants libyens et la politique agressive menée par l'OTAN depuis mars dernier. Un communiqué émis par le ministère vénézuélien des Affaires étrangères indique que les attaques de l'alliance atlantique créent un précédent qui pourrait être utilisé suivant les intérêts des puissances capitalistes contre n'importe quel pays opposé à leur stratégie de domination. « Le crime commis le 20 octobre 2011 contre le leader libyen Mouammar Kadhafi démontre que dans ce pays africain l'on a mené une politique violente de changement de régime ce qui viole les principes élémentaires du Droit International » souligne le communiqué.

LA COTE DE POPULARITE DU PRESIDENT HUGO

CHAVEZ AUGMENTE Par Tania Hernández (RHC) - Les résultats d'un nouveau sondage révèlent que la cote de popularité du Président vénézuélien Hugo Chávez dépasse 71%. Le ministre de la Communication et de l'Information, Andrés Izarra, a indiqué que le sondage, fait du 11 au 17 octobre par l'Institut Vénézuélien d'Analyse de Données, reflète une augmentation de 7,5 points par rapport au sondage précédent datant de septembre. Andrés Izarra a ajouté que le sondage a également révélé que plus de 65% des personnes interrogées approuvent le travail du gouvernement ces 12 dernières années. Il a également réaffirmé que le Parti Socialiste Unifié du Venezuela reste le plus populaire. Pour sa part, le Président vénézuélien Hugo Chávez a remercié le peuple et le gouvernement de Cuba de l'hospitalité qu'ils leur ont donnée au cours du processus de sa maladie qu'il a déjà surmontée, comme l'ont démontré les récents examens médicaux dont il a fait l'objet pour écarter la présence de cellules malignes.

LE VENEZUELA ET LA PALESTINE CREERONT UNE COMMISSION POUR RENFORCER LEURS RELATIONS

Par Reynaldo Henquen Caracas, 12 octobre (RHC) - Le Venezuela et la Palestine ont décidé à Caracas de mettre sur pied une commission mixte pour élargir les projets de coopération dans différents secteurs. C'est ce qu'a annoncé le Président Hugo Chávez au terme d'un entretien avec le Président de l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) Mahmoud Abbas, au palais de Miraflores, siège de l'Exécutif. Le Président vénézuélien a déclaré à la presse que cette commission se chargera de matérialiser la construction d'un hôpital en territoire palestinien et de lancer un programme social pour soigner les personnes ayant des handicaps physiques et mentaux. Hugo Chávez a indiqué qu'ils ont également convenu d'aider la Palestine à la relance de la production agricole, à élargir le commerce mutuel et à envoyer plus de jeunes à l'École Latino-américaine des Sciences Médicales Salvador Allende. Le Président vénézuélien s'est également prononcé pour la diffusion de l'origine et des éléments fondamentaux du conflit entre ce peuple et Israël pour que l'on puisse mieux comprendre sa revendication d'être indépendant avec les frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale. Pour sa part, Mahmoud Abbas a qualifié ces conversations de fructueuses. Il a remercié le soutien du Venezuela à la cause palestinienne. Le Président de l'Autorité Nationale Palestinienne poursuivra son voyage au

Portugal et en France dans le cadre du périple international qui l'a conduit en République Dominicaine, en Equateur et en Colombie pour obtenir leur soutien en vue de l'adhésion définitive de la Palestine à l'ONU

HUGO CHAVEZ CONFIRME QUE 32 PAYS PARTICIPERONT A LA CREATION DE LA CELAC

Par Reynaldo Henquen Caracas, 11 octobre (RHC) - Hugo Chavez a annoncé ce lundi sur la télévision publique vénézuélienne que 32 pays participeront au sommet fondateur de la Communauté des Etats Latino-américains et de la Caraïbe (CELAC). La réunion, qui se tiendra à Caracas les 2 et 3 décembre prochains, était prévue à l'origine le 5 juillet dernier, date du Bicentenaire de l'Indépendance du Venezuela, mais a été reportée en raison des problèmes de santé d'Hugo Chavez. « Nous devons maintenir la stabilité et contribuer à créer en Amérique Latine une zone de paix, une zone véritablement démocratique qui commence à insuffler au monde des solutions économiques laissant de côté le néolibéralisme, le capitalisme, et comme le disait Alí Primera, essayer de faire que l'humanité soit plus humaine » a déclaré Hugo Chavez. Le président vénézuélien a ajouté qu'à son retour de Cuba, où il doit se rendre en fin de semaine prochaine pour des examens médicaux, il fixera la date de la réunion de l'ALBA et des rencontres avec le président Juan Manuel Santos, et les présidentes Dilma Rousseff et Cristina Fernandez.

LA OTAN HA ATENTADO DIRECTAMENTE CONTRA LOS PRINCIPIOS BÁSICOS DE CONVIVENCIA INTERNACIONAL

26 de octubre de 2011

J. DANIEL OLIVA MARTÍNEZ / Publico.es - La ejecución de Muamar Gadafi por parte de las tropas del Consejo Nacional de Transición Libio (CNT), tras la intercepción llevada a cabo por unidades de la OTAN de los vehículos en los que intentaba huir de Sirte junto a alguno de sus colaboradores y guardaespaldas, supone un acto especialmente grave desde la perspectiva del Derecho Internacional.

Con ello se ha culminado una intervención militar que a lo largo de estos meses ha perdido la legitimidad y la legalidad que la amparaba, ha vulnerado la Carta de las Naciones Unidas y ha atentado directamente contra algunos de los principios básicos de coexistencia sobre los que se asienta la convivencia en la comunidad internacional de nuestro tiempo.

La Resolución 1973 del Consejo de Seguridad, adoptada el 17 de marzo de 2011, recogía el establecimiento de la zona de prohibición de vuelos o zona de exclusión aérea "en el espacio aéreo de Libia a fin de ayudar a proteger a la población civil". A su vez, los estados quedaban autorizados para adoptar "todas las medidas necesarias () para proteger a los civiles y las zonas pobladas por civiles que estén bajo amenaza de ataque en Libia (), aunque excluyendo el uso de una fuerza de ocupación extranjera de cualquier clase en cualquier parte del territorio libio".

Con la expresión "todas las medidas necesarias" es indudable que el Consejo de Seguridad estaba autorizando el uso de la fuerza; ahora bien, siempre para imponer la zona de exclusión aérea y proteger a la población civil.

Pero la Resolución 1973 no autorizaba en ningún caso a:

1. Tomar partido en favor de uno de los dos bandos enfrentados en lo que constituía ya para entonces el comienzo de una guerra civil.
2. Utilizar la OTAN para provocar la caída de un régimen político o incluso, tal y como se puso de manifiesto en los ataques a las residencias privadas (que costaron la vida de varios de sus familiares) y las declaraciones de varios responsables políticos y militares de la intervención, acabar con la vida del propio Muamar Gadafi y otros máximos dirigentes. Algo que finalmente se produjo, con el apoyo de la OTAN, el 20 de octubre.
3. Romper el embargo de armas a favor del bando rebelde, cuyas unidades habrían sido armadas con material procedente de algunos de los países implicados en la operación militar que les han suministrado, a su vez, apoyo logístico y de inteligencia.
4. Que tropas terrestres de los cuerpos especiales británicos, franceses o norteamericanos actuaran en territorio libio allanando el

camino para la victoria de las tropas del CNT.

5. Utilizar una fuerza militar absolutamente desproporcionada que, integrada por portaaviones, acorazados, submarinos atómicos, bombarderos, cohetes y misiles teledirigidos, helicópteros de combate y aviones no tripulados, no sólo atacó al Ejército de Gadafi (lo que sí estaría amparado por la Resolución 1973 con el objeto de proteger a la población civil), sino también infraestructuras e instalaciones de comunicación sin finalidad militar, como la televisión y la radio libias, zonas residenciales y edificios gubernamentales. Tras la intervención, gran parte de la infraestructura social, urbana, estatal y económica del país ha quedado dañada. Todas estas acciones han conllevado desde el inicio de la intervención extranjera tremendos sufrimientos y miles de víctimas entre la población civil, a la que paradójicamente se pretendía proteger sus derechos humanos.

6. Evitar y torpedear cualquier intento de mediación para una salida pacífica al conflicto, como la que por ejemplo propuso y promovió la Unión Africana.

7. Vulnerar normas convencionales y consuetudinarias de Derecho Internacional Humanitario. El caso más extremo está relacionado con el apoyo aéreo por parte de la Alianza Atlántica a los asedios de ciudades como Sirte, Beni Walid y Sabha, en las que sus poblaciones se vieron desprovistas de alimentos, agua potable, electricidad y medicinas básicas, lo que sin duda tuvo consecuencias dramáticas, tal como denunció el Comité Internacional de la Cruz Roja. Acciones de este tipo constituirían en definitiva crímenes de guerra, como también lo sería, por supuesto, amparar o servir de cobertura para la ejecución de prisioneros indefensos y desarmados.

Por todo lo expuesto, los amantes de la paz y los defensores de los derechos humanos debemos sentirnos especialmente decepcionados. Y es que si en el caso de Libia, a diferencia de otras situaciones vividas en el pasado, la comunidad internacional parecía haber respondido a tiempo desde la legalidad internacional, consciente de su responsabilidad de proteger, finalmente la intervención de la Alianza Atlántica ha sobrepasado el mandato del Consejo de Seguridad.

Todo ello en el marco de un desproporcionado ataque general contra un Estado soberano que, como se ha confirmado finalmente, no ha culminado en el mantenimiento de una zona de exclusión aérea y la protección de la población civil, a la espera de encontrar una solución pacífica a la crisis en Libia, sino en un cambio de Gobierno y en última instancia el asesinato de sus máximos dirigentes.

Es lamentable que en este caso, pese a lo que en un principio pudo parecer, las grandes potencias y la OTAN hayan vuelto a imponer sus intereses, actuando de manera irresponsable, coadyuvando a fracturar un país, generando mucho sufrimiento y vulnerando en la práctica el Derecho Internacional general, el Derecho Internacional de los derechos humanos y el Derecho Internacional Humanitario.

RAFAEL CORREA DEMANDE L'OUVERTURE D'UNE ENQUETE POUR TENTATIVE D'ASSASSINAT

Par Tania Hernández Quito, 14 octobre (RHC) - Le président équatorien Rafael Correa a déclaré qu'il demandera à l'Union des Nations Sud-américaines et à l'ONU l'ouverture d'une enquête pour déterminer s'il y a eu tentative de magnicide durant la révolte policière qui a éclaté dans son pays en septembre 2010. Au cours d'une conférence de presse, Rafael Correa a expliqué qu'il demandera à ces institutions internationales que des commissions totalement indépendantes se penchent sur cette question. Le président équatorien souhaite qu'elles déterminent s'il y a eu tentative d'assassinat sur sa personne, si sa séquestration dans l'hôpital de police était une manœuvre politique et si l'ordre avait été donné de tirer sur des civils de cet établissement de santé.

LOS BENEFICIOS DE LA PEQUEÑA PROPIEDAD EN EL CAMPO

[Albert Berry y Liisa North](#) La Línea de Fuego

El Presidente Correa presenta una propuesta hipotética de dividir 2.000 hectáreas entre 1.000 familias como el colmo de la locura, argumentando que va resultar en más pobreza en el campo. Sin embargo, eso es precisamente lo que hicieron los taiwaneses, los japoneses, y los coreanos después de la Segunda Guerra Mundial cuando expropiaron a las unidades de mas de tres has y ejecutaron reformas agrarias radicales que formaron la base de la seguridad alimentaria de familias y para el crecimiento y la diversificación económica posterior a nivel nacional. En el caso de Taiwán, el tamaño promedio de las granjas reformadas llegó a 1.29 has. en 1952. Junto con otras políticas de apoyo a la pequeña agricultura minifundista -como la educación rural y la inversión pública en la investigación y disseminación de nuevas tecnologías, proyectos de irrigación e infraestructura, y cooperativas de comercialización con monopolios en ciertas líneas de exportación, administrados por los mismos pequeños productores- en los tres países, la productividad agrícola creció, el empleo se incrementó, y las condiciones de vida en el campo se mejoraron rápidamente. Como consecuencia, las migraciones hacia las ciudades y el crecimiento de la pobreza urbana se mantuvieron a niveles relativamente bajos y manejables en comparación con los países latinoamericanos. No estamos proponiendo una copia de las diferentes facetas de las reformas agrarias de estos tres países en el Ecuador, con sus condiciones físicas, sociales, e institucionales muy diferentes. Pero si estamos argumentado que hay que dividir los latifundios y promover las granjas familiares con apoyos públicos de varios tipos para eliminar la pobreza y crear las condiciones para el desarrollo económico rural y nacional. Los tres países asiáticos mencionados no son los únicos cuyas experiencias han demostrado la relación positiva entre desarrollo rural equitativo -basada en la pequeña y mediana agricultura- y el desarrollo económico nacional. En términos históricos podemos mencionar los países escandinavos -Dinamarca, Finlandia, Noruega, y Suecia- además de Holanda. Con referencia a comparaciones contemporáneas entre los países exportadores de petróleo, Indonesia sobresale como país que ha experimentado un proceso de desarrollo económico mucho más rápido y mucho más equitativo en comparación con, por ejemplo, Ecuador, Nigeria, y

Venezuela. Indonesia se distingue entre estos países por haber invertido una buena parte de su excedente petrolero en el desarrollo de la pequeña y mediana agricultura y en el desarrollo rural en general. Las comparaciones latinoamericanas también nos prestan lecciones. Llama la atención el abismo que existe entre, por un lado, las buenas condiciones de vida y la historia de paz social y política en la Meseta Central de Costa Rica, caracterizada por sus pequeñas y medianas propiedades cafeteras, y por otro lado, la miseria, represión política y violencia que predominan en las zonas de plantaciones grandes de café en los países vecinos como El Salvador y Guatemala.

Tampoco es de sorprenderse que en el Ecuador sean las áreas de pequeñas y medianas propiedades donde se encuentran procesos notables de desarrollo rural que, con frecuencia, forman la base de la diversificación económica manufacturera. Estas zonas, de mejores condiciones de vida y seguridad alimentaria en el campo incluyen, por ejemplo, partes importantes de la provincia de Tungurahua en la sierra donde predominan las pequeñas propiedades campesinas; es la provincia de menos desempleo en el Ecuador hoy día (Pablo Ospina Peralta et al., 2011). También incluyen la provincia de El Oro en la costa donde se encuentran medianas propiedades dedicadas a la producción del banano. Desafortunadamente, parece que han empezado a ocurrir procesos nefastos de reconcentración de la tierra en esta provincia. Efectivamente, existe una correlación fuerte entre la falta de desarrollo rural, expresada en la pobreza y la desigualdad, y la concentración de tierras. Un estudio de 108 países, utilizando datos de los años sesenta demuestra, según la historiadora de economía Rosemary Thorp, que “la concentración de tierra y la distribución de oportunidades educativas son los factores [interrelacionados] más importantes que explican la desigualdad” (1998: 27).

Como señala el distinguido economista brasilero Celso Furtado, autor de la obra clásica sobre la historia económica del continente latinoamericano, la agricultura capitalista moderna no es capaz de generar empleos estables y razonablemente bien remunerados para las grandes masas de obreros y obreras rurales. Más bien, son las actividades agrícolas y rurales de pequeña escala las que pueden generar empleo con menor inversión de capital. Furtado abogaba por la reforma agraria en Brasil y América Latina hasta el día de su reciente muerte. Mientras tanto, Amartya Sen, Premio Nobel en economía e inspirador de los informes sobre desarrollo humano de las Naciones Unidas, a su turno, señala la mayor productividad de las explotaciones agrícolas pequeñas en la India (1964). Son este tipo de datos, históricos y contemporáneos, que le convencen al ex-vicepresidente del Banco Mundial, Joseph Stiglitz, a escribir que: “El éxito en la pugna por la equidad y contra la pobreza requiere una potenciación tanto económica como política. En el sector rural, eso conlleva una reforma agraria significativa que acompañe la redistribución de la tierra con otorgamiento de créditos y acceso a la tecnología” (2003: 34). En el campo de la educación, afirma que no hay que “capacitarse únicamente para empleos urbanos, sino adquirir los conocimientos y habilidades necesarios para aumentar la productividad dentro del sector rural” (2003: 32). La reducción de la desigualdad rural no sólo incentiva la reducción de la pobreza en el campo, sino incrementa las tasas de crecimiento económico nacional. Hasta un estudio del Banco Mundial sostiene que los altos niveles de desigualdad de ingresos y de bienes que caracterizan a América Latina en general “reducen el crecimiento económico y el desarrollo mismo” (Frarranti, Perry, Ferreira, Walton, et al. 2003: 18). Los técnicos que prepararon el informe sostienen que estos altos niveles de desigualdad, por otra parte, pueden reducir la capacidad de los países de la región para enfrentar la volatilidad económica y los choques económicos en general.

En otras palabras, existe un consenso sobre el rol positivo de las pequeñas propiedades o granjas familiares entre economistas que han analizado el tema. Para resumir en pocas palabras, la desigualdad es la fuente principal de la pobreza en el Ecuador y otras partes de América Latina. Si existieran políticas destinadas a la reducción de las desigualdades sociales en el campo, a través de la reforma agraria y la generación del empleo en combinación con inversiones sustanciales en la educación primaria, Ecuador y otros países similares podrían eliminar las peores manifestaciones de la pobreza y dinamizar su desarrollo económico nacional.

Para concluir, presentamos un ejemplo hipotético para explicar los efectos positivos de las granjas familiares en la generación del empleo, el factor más importante en la reducción de la pobreza. Podríamos pensar en una situación en que en lugar de 200,000 mil unidades de 5 has., existen 1,000 unidades de 1000 has. cada uno. Por el hecho establecido de que las unidades grandes emplean muchísimo menos gente por hectárea que las unidades pequeñas, sería típico si cada unidad de 1000 has. empleara, digamos, 20 personas mientras cada unidad de 5 empleará dos personas. El resultado: en lugar de los 400,000 puestos de trabajo generados por el sistema de pequeña agricultura familiar, las grandes propiedades generarían 20,000 puestos. La pregunta es: de que van a vivir las otras 380,000 personas desplazadas desde el campo? Más allá de su ventaja marcada en cuanto a la generación de empleo, en el caso típico la pequeña unidad también genera más producto y ingreso por ha. por la intensidad con la cual maneja el uso de la tierra. Nos parece que es muchísimo más racional invertir fondos públicos en el desarrollo de la pequeña agricultura que puede generar empleo y así formar la base para un proceso de desarrollo nacional sostenible y equitativo, con seguridad alimentaria, que invertirlos en medidas de seguridad para controlar la violencia social resultado de la desigualdad o en “bonos de desarrollo humano” para personas sin empleo ni recursos para el auto-empleo, expulsadas desde el campo a causa de la concentración de la tierra.

Referencias

bibliográficas

De Farranti, David, Guillermo Perry, Francisco H.G. Ferreira, Michael Walton, et al. 2003. Inequality in Latin America and the Caribbean: Breaking with History? Advance conference edition. Washington DC, World Bank Latin American and Caribbean Studies, October.

Furtado, Celso. 1976. La economía latinoamericana (formación histórica y problemas contemporáneos). México, DF, Madrid y Buenos Aires: siglo veintiuno editores.

Ospina Peralta, Pablo (coordinador), El territorio de senderos que se bifurcan. Tungurahua: economía, sociedad y desarrollo. Quito: Corporación Editora Nacional, 2011.

Stiglitz, Joseph E. 2003. "El rumbo de las reformas. Hacia una nueva agenda para América Latina", Revista de la CEPAL, no. 80, agosto.

Thorp, Rosemary. 1998. Progreso, Pobreza, y Exclusión. Una historia económica de América Latina en el siglo XX. Washington D.C.: Banco Interamericano de Desarrollo y Unión Europea.

Albert Liisa Berry, North, Profesora Emerita, Ciencias Políticas, Universidad de York en Toronto

Fuente: <http://la-linea-de-fuego.info/2011/10/24/los-beneficios-de-la-pequena-propiedad-en-el-campo-por-albert-berry-y-liisa-north/>

EVO MORALES PROMULGUE LA LOI SUR LE PARC NATIONAL ISIBORO SECURE

Par Tania Hernández La Paz, 25 octobre (RHC) – Le président bolivien Evo Morales, a promulgué la Loi 180 de protection du Territoire Autochtone Parc National Isiboro Sécure (Tipnis), qui avait été approuvée au préalable par l'Assemblée Législative Plurinationale. La traversée de cette réserve naturelle par le tracé de la route avait suscité une marche de protestation des indiens de la région. La loi, qui déclare le parc naturel intangible, a été promulguée au cours d'une cérémonie solennelle au Palais Quemado, à laquelle ont participé les manifestants qui avaient marché 600 km depuis la ville de Trinidad jusqu'à La Paz. Evo Morales a cependant rappelé que la construction d'une route traversant le parc naturel, annulée par la nouvelle loi, constituait une demande historique. Le leader bolivien a ajouté que des dizaines d'organisations sociales et d'habitants de la réserve naturelle étaient favorables à la construction de la route. Evo Morales a par ailleurs dénoncé le fait qu'aux Etats-Unis, certains émigrés ont profité du mouvement de contestation pour demander l'invasion de la Bolivie. Pour sa part, le vice président de la Bolivie et président du Parlement, Álvaro García, a signalé qu'il existe déjà à

l'intérieur du parc des pistes d'atterrissage, des scieries, et même des entreprises touristiques argentines et étasuniennes. « Le Tipnis n'est pas le poumon du monde comme certains veulent le faire croire » a averti Álvaro García.

EVO MORALES REGRETTE QUE LES OPPOSANTS A LA CONSTRUCTION DE LA ROUTE REFUSENT LE DIALOGUE

Par Reynaldo Henquen La Paz, 21 octobre (RHC) – « Je regrette beaucoup que les frères ne viennent pas se présenter ici, je ne sais pas réellement s'ils ont des revendications ou s'ils ont un rôle de figurant pour les médias », s'est interrogé le président Evo Morales, en réaction au refus des indiens opposés à la construction d'une route interdépartementale de dialoguer avec la Vice présidence. Le leader bolivien a renouvelé sa volonté d'établir un dialogue, et a confirmé que la réunion ne pourrait pas se tenir au Palais du Gouvernement, comme le demandent les indiens, en raison de travaux. Evo Morales a déclaré qu'il accepte de poser un moratoire sur la construction de la route qui doit relier Villa Tunari à San Ignacio de Moxos, mais il a rappelé que d'autres secteurs sociaux sont favorables à la construction de cette voie, y compris des communautés d'indiens du Parc National Isiboro Sécure. Dans une interview à Telesur, le président

bolivien a critiqué les motivations politiques des participants à la marche, dont il a dénoncé le financement par des organisations non gouvernementales, par les Etats-Unis, par des chefs d'entreprises et par toute l'opposition de droite du pays.

L'ASSASSINAT DU CHE POURRAIT FAIRE L'OBJET D'UN PROCES EN BOLIVIE

Par Reynaldo Henquen La Paz, 11 octobre (RHC) – La fille d'un guérillero a demandé que l'assassinat d'Ernesto "Che" Guevara, commis il y a 44 ans, fasse l'objet d'une enquête pour « crime contre l'humanité ». La militante Marta Montiel a présenté ce lundi la demande au procureur du District de La Paz, Bety Yañiquez, le lendemain du 9 octobre, date de l'anniversaire de la mort du révolutionnaire argentin, rentré dans la légende par sa participation à la guérilla cubaine qui a pris le pouvoir en 1959. « C'est la première fois qu'est déposée une demande de cette nature, l'objectif est d'enquêter et d'infliger des sanctions pour crime contre l'humanité, privation de liberté, enlèvement, torture et humiliations » a précisé Marta Montiel. Cette demande d'enquête vise notamment le général Gary Prado Salmón, qui a capturé le guérillero argentin dans le sud est de la Bolivie, avec le soutien de la CIA.

LA COMPLEJIDAD DEL CAMBIO Y LA DIMENSION POPULAR Y PLURINACIONAL

[Luismi Uharte Gara](#)

Fue René Zavaleta Mercado, el intelectual crítico más relevante del siglo XX boliviano, quien a través de un análisis marxista heterodoxo, nos proporcionó una caracterización precisa de la potencialidad hegemónica y de la complejidad de lo «nacional-popular» en Bolivia. La Revolución de 1952 fue el primer ensayo serio para llevar a la práctica un proyecto «nacional-popular». La Revolución «democrática y cultural» liderada por Evo Morales está siendo el segundo intento, desde una nueva perspectiva plurinacional.

Autores más contemporáneos, como Álvaro García Linera, han redefinido la dimensión «nacional-popular» para adecuarla a los nuevos tiempos, otorgando centralidad -pero no exclusividad- a las mayorías indígenas y en consecuencia a la dimensión plurinacional. Esto significa que la potencialidad hegemónica de un proyecto de cambio radica en la capacidad de articular el relato indigenista con una dimensión de clase. Los proyectos exclusivamente indigenistas o clasistas han fracasado, como recuerda el

Las victorias electorales de Morales son la mejor expresión de la legitimidad de un proyecto incluyente de sustrato popular y plurinacional. Sin embargo, un bloque de estas características no está exento de contradicciones y de intereses contrapuestos. Durante la etapa de oposición al neoliberalismo e incluso durante el primer periodo de gobierno, el conflicto fundamental se dio entre el bloque emergente y el proyecto oligárquico-imperial, por lo que las contradicciones internas se situaron en un segundo plano. La insurrección oligárquica y racista facilitó la unidad popular.

Pero es a partir de 2010, con el inicio del segundo mandato de Evo Morales y el repliegue de la derecha tras su derrota estrepitosa, cuando los conflictos internos pasan a ocupar un lugar central. Las reivindicaciones de autonomía indígena en el Oriente, las diversas movilizaciones contra las consecuencias sociales y ambientales del modelo extractivista (hidrocarburos y minería), los estallidos de Caranavi y Potosí y el gasolinazo (intento de subir el precio de la gasolina para frenar el contrabando) de fines de 2010, son algunos de los más importantes.

La lectura compartida por diversos sectores era que Morales y el MAS, tras su aplastante victoria electoral de diciembre de 2009, habían adoptado una postura extremadamente soberbia que generó un manejo marcadamente autoritario de diversas reivindicaciones populares. La elección a dedo de los candidatos a las municipales de abril de 2010, sin respetar la decisión de las bases, provocó una fractura con aliados importantes y la derrota en bastiones históricos.

El análisis positivo que se desprende de estos acontecimientos era que la sociedad y sus movimientos seguían teniendo una gran capacidad de movilización y de presión para condicionar la vida política e incluso para obligar al Gobierno a cambiar de rumbo. Otro aspecto positivo era que el Gobierno y su presidente aceptaban públicamente sus equivocaciones, como ocurrió con la retirada del decreto del gasolinazo.

El reciente conflicto del TIPNIS, donde diversos sectores se enfrentan en torno al proyecto de construcción de una carretera, finalmente desechada por el presidente, que tenía previsto unir los departamentos de Cochabamba y el Beni y que iba a afectar a un parque nacional y territorio indígena, es el último episodio de la actual pugna interna. Una pugna que no se reduce a la ecuación simplista «movimientos vs Gobierno», ya que hay organizaciones sociales que apoyan este proyecto del Ejecutivo.

Un proyecto que tampoco se podía traducir como una mera concesión de Bolivia a los intereses comerciales del capitalismo brasileño y subordinado a la lógica del IIRSA (Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Suramericana). Esto es así, en parte, pero va acompañado también de una demanda social mayoritaria de infraestructuras viarias, eléctricas... La complejidad radica en intentar conjugar estas exigencias de «desarrollo tradicional» con las necesarias demandas de corte ambientalista.

La realidad se complejiza aún más si somos conscientes de la heterogeneidad existente dentro del movimiento indígena y de sus intereses contrapuestos. Las necesidades y los horizontes de un indígena de una comunidad del Amazonas, de un indígena cocalero del Chapare o de un indígena urbano de El Alto, difieren sustancialmente, de la misma manera que no convergen a veces los planteamientos de la Confederación de Pueblos Indígenas del Oriente, de los de la Federación del Trópico de Cochabamba o de los de las Juntas Vecinas de El Alto.

Una de las ciudades más grandes del país, El Alto, con más de un 80% de su población de origen indígena aymara, es la expresión más evidente del actual momento cultural caracterizado por las «identidades híbridas», donde se combinan mentalidades y prácticas rurales y urbanas. Los horizontes se reconfiguran y la organización comunitaria propia del medio rural subsiste junto a demandas más urbanas que reclaman luz, agua corriente, gas, carreteras... Los discursos de corte «desarrollista» de Evo Morales -el de cierre de campaña de 2009 al que pudimos asistir, fue paradigmático- son un espejo de esta realidad sociológica incontestable.

El desafío estratégico del Gobierno, a corto y medio plazo, más allá del conflicto concreto del TIPNIS, será intentar mantener ese equilibrio siempre precario entre los avances en clave de «desarrollo» y las promesas de defensa de la Pachamama. Paralelamente, diversos agentes le plantean un cambio de metodología política: reducir al mínimo las tentaciones de represión, criminalización e imposición y darle mayor énfasis a la vía de la negociación y la participación ciudadana. En el caso concreto del TIPNIS, la probable consulta popular se presenta como una opción plausible. La dificultad se ubicará entonces en otro terreno: quién es el sujeto a consultar (¿las comunidades indígenas que se sienten afectadas? ¿las poblaciones de los dos departamentos a las que beneficiará o perjudicará la carretera?).

Fuente: <http://www.gara.net/paperezkoa/20111023/298835/es/La-complejidad-cambio-dimension-popular-plurinacional>

TENSIONES EN EL PROCESO DE CAMBIO

[Alfredo Serrano e Iñigo Errejón](#)

Página 12

Bolivia ha vuelto recientemente a la actualidad mediática internacional por un incremento de las tensiones sociales: las protestas en enero de 2011 por la eliminación de los subsidios al combustible, la controversia por el proyecto de carretera que conectaba el valle subandino con la amazonía, pasando su segundo tramo por el Territorio Indígena Parque Natural Isiboro Secure (Tipnis), y los resultados de las recientes elecciones a todo el órgano judicial. La mayoría de las lecturas, unas conservadoras y otras irresponsablemente críticas, olvidan tres aspectos fundamentales; por una

parte, que la protesta social es en Bolivia el medio privilegiado de canalización de demandas políticas al Estado –y no un hecho anormal o necesariamente expresión de crisis–, por otra parte, que la oposición no podrá capitalizar la erosión del oficialismo sin programa, liderazgo y propuesta de país crebles; y por último, la resignificación del término política y democracia en los últimos años en Bolivia.

Es innegable, en cualquier caso, que el bloque social en el que descansa el oficialismo en Bolivia está viviendo una expansión de las diferencias en su interior. Este es un resultado paradójico de la derrota de la oposición de derecha regionalista, que se atrincheró en los departamentos del oriente del país para tratar de hacer colapsar el proceso de refundación del Estado. Superada la amenaza involucionista, desaparece también su efecto cohesionador al interior del heterogéneo campo popular.

Evo Morales ha orientado su acción de gobierno hacia la generación de normas y políticas públicas acordes con las expectativas depositadas por las capas subalternas del país: descolonización estatal, desarrollo y redistribución de la riqueza colectiva, recuperación de la soberanía, descentralización y modificación de la relación con el medio natural. Este momento de construcción es a menudo menos épico que el de la resistencia, pero crucial para que la nueva correlación de fuerzas cristalice en nuevas instituciones que hagan realidad las promesas de cambio a favor de las mayorías históricamente empobrecidas y excluidas. Esto implica necesariamente la apertura de debates que pueden ser críticos al interior del “bloque indígena y popular”, como, especialmente, aquel que refiere al modelo de desarrollo, en el que friccionan el proyecto “nacional-desarrollista” con el imaginario del “vivir bien” de inspiración eco-indianista. El conflicto del Tipnis pone de manifiesto esta tensión en una Bolivia en transición, que debe conciliar la equidad social y la justicia ambiental y que tiene el desafío de afrontar la dialéctica entre las necesidades coyunturales y los cambios estructurales.

Es lógico que este proceso sea esencialmente “turbulento”. El conflicto es precisamente la señal de la amplitud y profundidad de la democratización en marcha. En ello está Bolivia, con sus contradicciones y su acelerado tiempo histórico, con sus tensiones, apostando a una revolución democrática que no deja contentos a todos, pero donde todos participan. La diferencia radical con el pasado está en la expansión del alcance de la soberanía popular y la existencia de un gobierno que responde a los intereses y las interpelaciones de su sociedad, en un proceso dinámico de negociaciones y renegociaciones que los clásicos llamaban “democracia”.

Tres hechos dan muestra del nuevo momento político. Primero, la rectificación en la eliminación de los subsidios a la gasolina; segundo, la aplicación del sufragio universal para elegir el sistema judicial –previa preselección de candidatos por la Asamblea Legislativa Plurinacional por dos tercios de votos–; y tercero, la propuesta –quizá tardía– de una ley corta que regula el derecho a decidir de los pueblos indígenas, acompañado con la rectificación de la misma por parte de Evo Morales después de la negociación con la marcha indígena, proponiendo que la carretera definitivamente no pase por el Tipnis. El futuro no estará exento de conflictos, pero la democracia protagónica ha venido, en cualquier caso, para quedarse.

* Autores del libro "Ahora es cuando, carajo. Del asalto a la transformación del Estado en Bolivia".

<http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-179647-2011-10-25.html>

Rebelión ha publicado este artículo con el permiso de los autores mediante una [licencia de Creative Commons](#), respetando su libertad para publicarlo en otras fuentes.

CRISTINA FERNANDEZ EST REELUE PRESIDENTE DE L'ARGENTINE Par Tania Hernández Buenos Aires, 24 octobre (RHC) – La Présidente argentine Cristina Fernández a été réélue aux présidentielles de dimanche. Tous les sondages lui donnaient largement la victoire. Les premières données officielles, rendues publiques hier soir, lui accordaient plus de 53% des voix. Des milliers de personnes se sont rassemblées spontanément sur la Place de Mai pour fêter la victoire de leur candidate. Les participants au rassemblement, pour la plupart des jeunes, faisaient ondoyer une mer de drapeaux, scandaient des mots d'ordre et chantaient des chansons. La Présidente réélue, qui a un avantage de plus de 36 points sur son adversaire le plus proche, le socialiste Hermes Binner, a remercié personnellement la population de ces expressions de joie.

"COLLECTIF ARGENTIN POUR LA MÉMOIRE"

FRANCE, 26 OCTOBRE 2011

Verdict

Liste complète des accusés et des verdicts

Alfredo Astiz	prison à perpétuité
Jorge "Tigre" Acosta	prison à perpétuité
Julio César Coronel	prison à perpétuité
Jorge Rádice	prison à perpétuité
Adolfo Donda	prison à perpétuité
Antonio Pernías	prison à perpétuité
Raúl Scheller	prison à perpétuité
Alberto González	prison à perpétuité
Ernesto Weber	prison à perpétuité
Ricardo Cavallo	prison à perpétuité
Néstor Savio	prison à perpétuité
Antonio Montes	prison à perpétuité
Juan Carlos Fotea	25 ans de prison
Manuel García Tallada	25 ans de prison
Carlos Capdevila	20 ans de prison
Juan Antonio Azic	18 ans de prison

Juan Carlos Rolón absous et remis en liberté pour ces accusations, mais maintenu en détention provisoire dans d'autres affaires
Pablo García Velazco absous et remis en liberté pour ces accusations, mais maintenu en détention provisoire dans d'autres affaires

Tous sont accusés de la mort de Angela Auad, Remo Berrardo, Raquel Bulit, Horacio Elbert, Julio Fondovila, Gabriel Horane, Patricia Oviedo; Soeur Alice Domon, Soeur Léonie Duquet; María Eugenia Ponce de Bianco, Azucena Villafior de De Vincenti y Esther Ballestrino de Careaga, Rodolfo Walsh., et autres .

Tribunal Fédéral N° 5, juges Daniel Obligado, Germán Castelli y Ricardo Farías.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Ce soir la condamnation d'Alfredo Astiz

Dans quelques heures sera connu, à Buenos Aires, le verdict du Tribunal Oral Fédéral n°5 chargé de juger la disparition, le 8 décembre 1977, du groupe des Mères de la Place de Mai de l'Eglise de la Santa Cruz auquel appartenaient les 2 religieuses françaises, Alice Domon et Léonie Duquet, séquestrées ensuite à la ESMA.

Parmi les 17 personnes en accusation, figure l'ancien officier de Marine, Alfredo Astiz qui avait été condamné, par contumace, à la réclusion criminelle à perpétuité par la Cour d'Assises de Paris le 16 mars 1990 et, en 2007, par la Cour Pénale italienne. Il est aujourd'hui enfin présent, dans le box des accusés et devant la justice de son pays.

Figure également Miguel Angel Cavallo, ancien membre du Centro Piloto à Paris, plaque tournante de l'espionnage de la dictature argentine en Europe.

Les familles Domon et Duquet, dont certains membres sont à Buenos Aires, attendent avec impatience et émotion, 35 ans après les faits, que Tribunal prononce la réclusion à perpétuité, demandée par le Parquet et leurs avocats.

Ce procès, le premier concernant les victimes de la ESMA, aura permis l'identification de plus de 900 victimes sur les 5000 ayant transité à la ESMA, même si le martyre de seulement 85 a été instruit.

De même a été rendu possible l'identification de plusieurs des corps des victimes de la Santa Cruz, dont celui de Léonie Duquet ainsi que la preuve des circonstances de leur mort : jetées vivantes à la mer.

Le jugement qui sera rendu ne met pas un terme à la lutte contre l'impunité – plusieurs dizaines d'instructions et de procès sont en cours dans tout le pays – mais il en représente un moment décisif.

Sophie Thonon-Wesfreid
Avocat au Barreau de Paris
Avocat des familles Domon et Duquet

CAMILA VALLEJO : NOUS COMPRENONS LA LUTTE DES INDIGNES, MAIS AU CHILI NOUS AVONS DEPASSE LE STADE DU MECONTENTEMENT mardi 25 octobre 2011

La dirigeante de la FECH a déclaré que les revendications des étudiants n'ont pas émergés spontanément, mais obéissent à « un long processus basé sur une analyse approfondie de ce qui se passe au Chili, de l'injustice » et que désormais « il faut regarder au-delà et construire une alternative au pays ». Elle a également exprimé son désir de "projeter le mouvement politiquement, car pour la première fois, une demande sectorielle est devenue un mouvement social qui comprend de nombreux secteurs.

Après environs six mois de protestations, le mouvement étudiant, qui exige une éducation publique gratuite, continue de définir l'agenda politique du pays. Ce mardi commence une nouvelle grève de 48 heures. Les étudiants, les enseignants, les écologistes et la Centrale Unitaire du Travail, principal syndicat chilien, soutiennent la manifestation dont l'événement majeur se tiendra mercredi après-midi.

A la veille de ces jours de mobilisation, BBC World a parlé avec Camila à Paris Vallejo, présidente de la Fédération étudiante de l'Université du Chili et l'une des faces visibles du mouvement. Vallejo, 22 ans, étudiante de géographie, est en Europe avec trois autres représentants étudiants chiliens, pour exprimer leurs revendications et tenter d'« internationaliser » le mouvement.

▀ Vous avez voyagé en Europe pour rencontrer les institutions internationales et des intellectuels. Quels sont les conseils qui vous ont été donné par les intellectuels, qui vous plaisent le plus ?
Le philosophe Edgar Morin nous a donné confiance. Il nous a dit que l'enseignement supérieur ne peut être légué au marché, il doit

être garanti à travers un enseignement public car les pays en ont besoin pour leur développement.

Et Stéphane Hessel (l'auteur de "Indignez-vous !") Nous a poussé à renforcer les communications et l'installation de nos idées dans le monde entier pour diffuser nos propositions par tous les moyens.

► En parlant de Stéphane Hessel, pensez-vous que le mouvement étudiant chilien en quelque sorte se connecte avec les mouvements sociaux comme Occupy Wall Street ? Le mouvement étudiant chilien ne fait pas partie des indignés. Ce n'est pas un mouvement spontané, mais plutôt un long processus basé sur une analyse approfondie de ce qui se passe au Chili, au niveau de l'injustice. Nous comprenons la lutte des indignés, mais au Chili nous avons dépassé le stade du mécontentement. Maintenant, nous devons regarder en face et construire une alternative pour le pays.

► Prenant en compte des protestations étudiantes existantes dans d'autres pays comment pensez-vous que vous pouvez internationaliser le mouvement ? Les différents mouvements - au Chili, Colombie, Brésil, France, Espagne - ne surgissent pas par mimétisme, ils ont des particularités. Mais ils peuvent-être vu comme un tout. C'est la lutte de ceux qui se sont éveillés pour construire un modèle différent de la société au niveau national et international. Il y a une cohérence, c'est la résistance à un modèle de privatisation ou d'une étape vers la conquête de ce droit. En France, nous avons rencontré l'UNEF (Union Nationale des Etudiants de France). Ils nous ont rapporté la prise de conscience qu'ils font pour résister à la privatisation déguisée générée par le gouvernement. Nous sommes dans des processus différents, mais on a les mêmes objectifs, et il y a des liens de solidarité internationale chez les jeunes.

► Quel modèle éducatif pour le Chili ? Aucun élève n'a jamais voulu copier quoi que ce soit. Le Chili croit en son propre modèle, qui permet l'intégration de tous et gratuitement. Nous voulons une éducation qui puisse transformer la société et que des professionnels surgissent pour construire la démocratie.

► Comment sera l'avenir du mouvement étudiant ? Le mouvement étudiant se débat dans une conjoncture déterminée, après cinq mois de mobilisation. Il faut maintenant penser comment avancer tactiquement pour qu'il continue. Aujourd'hui, le dialogue avec le gouvernement est rompu. Ils veulent réformer les bourses des étudiants au parlement et nous excluent de cette discussion. Donc, même si nous ne faisons pas confiance dans le Parlement, nous devons travailler vers eux. Nous ne voulons pas que la loi budgétaire de la nation légifère tant qu'il n'y aient pas des propositions de lois élaborées en accord avec les étudiants en matière d'éducation.

► Ne pensez pas que votre leadership est au détriment du mouvement étudiant dans son ensemble ? La personnification du mouvement est due aux politiciens et aux médias. C'est une stratégie qui est utilisée très fréquemment auprès de ceux qui se lèvent et ont des revendications sociales. Au Chili cela s'applique beaucoup, et je pense que dans d'autres pays du monde aussi. Pour Cuba, on parle de Castrisme, au Venezuela de Chavisme. Tout est personnifié avec les supposés dirigeants, et l'on ne voit pas que c'est un processus qui est partagé par une majorité. Dans le fond il s'agit de les détruire pour ainsi détruire le mouvement. Aussi, nous semblons être plus vulnérables. J'ai été accusé d'être manipulé par le Parti communiste, de faire payer les entrevues que je donne. On m'a dit que je profite de tout cela.

► Vous êtes sur le point d'être diplômés. Est-ce que le mouvement continue malgré tout ? Sur le thème étudiant, je vais continuer à participer, cela dépendra aussi des prochaines élections de la Fech. Nous allons construire, avec tous mes camarades qui n'ont pas de face visible. Et nous voulons projeter le mouvement politiquement, car pour la première fois, une demande sectorielle est devenue un mouvement social qui regroupe de nombreux secteurs.

► Pensez-vous à une carrière en politique ? Je suis une militante, je suis prêt à mettre à la disposition des besoins de la construction de ce mouvement, comme un autre. Dans le contexte des prochaines élections, je pense qu'il ne s'agit pas de moi en particulier, mais les jeunes doivent s'inscrire dans les registres électoraux comme candidats pour conseillers. Qu'ils aillent disputer les municipalités à la droite, ou à ceux qui ne sont pas d'accord pour répondre à nos propositions qui sont justes. Maintenant les jeunes commencent à s'intéresser à la politique, et doivent assumer cette responsabilité. Nous devons prendre en charge et conduire un projet participatif. Et pour cela nous devons avoir une vocation pour le pouvoir, mais dans le bon sens du terme.

Traduction : <http://www.zintv.org/spip.php?article914>

[Juan Carlos Gómez Leyton](#)
[Rebelión](#)

A la memoria de Daniel Menco, chileno, y Gian Farid, colombiano, mártires del movimiento estudiantil latinoamericano antineoliberal

La sociedad neoliberal chilena, la más consolidada de la región latinoamericana, ha sido remecida durante los últimos meses por un levantamiento generalizado de las y los jóvenes estudiantes tanto secundarios como universitarios desde la nortina ciudad de Arica hasta la austral Punta Arenas. Cientos de miles de jóvenes se han “tomado” (ocupado) las escuelas, las universidades y, sobre todo, las calles exigiendo y demandando a las autoridades gubernamentales, a la clase política parlamentaria, a los partidos políticos, o sea, a todos los actores que han monopolizado la política durante los últimos 21 años de régimen democrático autoritario electoral, *el fin de la educación de mercado*. Sin embargo, esta demanda no es solo una exigencia estudiantil al Estado o al régimen político, sino también, lo es para la propia ciudadanía nacional; en otras palabras, la movilización estudiantil exige y demanda la participación activa de la sociedad civil. En ese sentido, el levantamiento juvenil, estudiantil y ciudadano ha tenido la capacidad de convulsionar la “pax política neoliberal” establecida por las clases dominantes, los dirigencias políticas como por las ciudadanía neoliberales a lo largo de las últimas dos décadas en Chile.

La movilización social y política de las y los estudiantes universitarios chilenos se inscribe en una larga lucha en contra de la mercantilización de uno de los derechos humanos y sociales fundamentales, el derecho a la educación. Esta lucha que se inició en los años ochenta del siglo pasado cuando la dictadura militar entregó dicho derecho a las fuerzas del mercado, es decir, a la iniciativa privada del capital e impuso a las y los ciudadanos nacionales, la “obligación” de comprar educación, en el naciente mercado de la educación. En aquellos años la vasta protesta estudiantil en contra de esas imposiciones se entrelazó con las masivas movilizaciones sociales y políticas por la democracia y el fin de la dictadura. La demanda estudiantil sectorial como tantas otras, ingreso a la gran “bolsa de demandas ciudadanas” que la dirigencia política conceptualizo como la: “deuda social” legada por el dictadura a la democracia.

El movimiento estudiantil ochentero reclamaba, el fin de la mercantilización de la educación nacional universitaria y secundaria, la democratización efectiva de las universidades y su gratuidad. Todo lo cual implicaba la reposición del derecho a la educación en la sociedad chilena y el reconocimiento efectivo por el Estado. Al interior de las reivindicaciones del movimiento estudiantil consideraba, la demanda de la condonación o el fin de las deudas contraídas por los estudiantes a través del sistema de crédito fiscal o universitario establecido por la dictadura y administrado por las Universidades. Este sistema crediticio había transformado las “becas de estudio” tanto las “académicas” como las socioeconómicas, desde 1981/2 en créditos, el cual los estudiantes debían devolver una vez egresados de la Universidad. Muchos de las y los estudiantes de los ochentas siguen siendo hasta el día de hoy deudores del sistema.

Los gobiernos concertacionistas (1990-2010), democráticos y, supuestamente, antineoliberales, a través de un pacto político con los neoliberales autoritarios, hicieron viable la transición desde la dictadura al régimen autoritario electoral actual, mantuvieron y profundizaron la mercantilización de la educación nacional completando de esa manera la destrucción del derecho a la educación iniciado por la dictadura militar. A lo largo de estos años el movimiento estudiantil se movilizó por restaurar ese derecho como para mejorar su condición de estudiantes clientes. [1] La respuesta gubernamental fue, por un lado, represión policial, la cual costo la vida de un estudiante universitario en los años noventa. Y, por otro, la ampliación de un precarizado sistema de becas y, diversas modalidades de sistemas de créditos para “ayudar” a los estudiantes a pagar por su educación.

Bajo el amparo institucional de los gobiernos concertacionistas el capitalismo académico se desplegó a todo su ancho por la República instalando cerca de 40 universidades privadas y varias decenas de Institutos Profesionales y Centros de Formación Técnica. Transformando a las universidades estatales (Universidad de Chile, Universidad de Santiago como a las universidades regionales) en empresas capitalistas académicas: directamente financiadas por los estudiantes y sus familias con escasos aportes del Estado. La lógica empresarial capitalista (autosustentable) como la mercantil (vender formación académica y profesional como también servicios) transformó a la educación superior en una de las “industrias emergentes” más lucrativas y rentables de la sociedad neoliberal chilena. [2]

La expansión de esta particular y específica empresa capitalista ha sido vertiginosa, amplia y arrolladora extendiéndose por todo el país, involucrando a cientos de miles de estudiantes, profesores, académicos, profesionales, trabajadores, etcétera. La cobertura, por ejemplo, o sea, el número de clientes atendidos aumentó, entre el año 2006 y 2010, en un 100%. Actualmente, el sistema educativo superior concentra cerca de un millón de estudiantes-clientes. Las utilidades obtenidas por la mayoría de las empresas-universitarias han sido millonarias. En un cálculo muy simple y básico, tan solo como botón de muestra, si cada uno de los estudiantes en el sistema, paga por adquirir un título profesional, en promedio, aproximadamente 300 dólares mensuales, estamos diciendo que el sistema reporta más o menos 300 millones dólares mensuales y, por ende, 3 mil millones de dólares anuales. [3] Tan solo por concepto de aranceles. El capitalismo académico es, sin mucha discusión, altamente rentable para todos los que participan en el sistema. De acuerdo a una información periodística, según datos proporcionados por el Ministerio de Educación, la mayoría de las universidades públicas como las privadas obtuvieron utilidades durante el año 2009. [4]

Son estas cifras lo que explica la acérrima defensa de este lucrativo mercado por parte del emergente “empresariado académico” nacional. Este, está conformado por una extensa red social y política, en la cual participan distintos grupos económicos empresariales y sociales tanto nacionales como internacionales. A los cuales se han incorporado de manera activa la “clase política y dirigente”, vinculados a los partidos políticos con o sin representación parlamentaria. Por ello, es habitual encontrar en los directorios de estas instituciones a ex senadores, exdiputados; a exministros y exsubsecretarios de Estado, dirigentes políticos y diversos integrantes de las dirigencias centrales de los partidos políticos activos o en retiro, etcétera. La participación en este especial y relevante grupo se hace ya sea en la calidad de dueños directos como directores en las diversas corporaciones universitarias, institutos profesionales, centros de formación técnica públicos o privados.

Podríamos sostener que en el manejo y gestión de la educación superior como también secundaria y básica, están presentes transversalmente los integrantes de la elite empresarial, política como de la elite social, cultural e política de la sociedad civil chilena. Los cuales expresan allí sus diversos intereses económicos, políticos, ideológicos y, académicos en torno a la educación. Al hacer una radiografía sobre quienes son los que controlan el mercado educativo nacional se observaría que todos los principales actores sociales e instituciones, desde las iglesias, instituciones armadas, corporaciones gremiales hasta los partidos políticos, tienen ya sea, una o más universidades como diversos institutos profesionales y centros de formación técnica o escuelas básicas, medias. Todos ellos venden educación, más allá si sus instituciones educacionales tienen fines de lucro o no.

Por esta razón, se podría perfectamente afirmar que las y los estudiantes universitarios como las y los ciudadanos que los acompañan no solo se han rebelado ante el funcionamiento del mercado educativo superior sino también en contra las actuales estructuras de poder político, social y económico predominante en la sociedad neoliberal chilena. [5]

El análisis de la estructura económica y financiera del mercado educativo superior nos indica que su composición interna sufrió una significativa modificación en el año 2005 cuando el gobierno concertacionista del socialista neoliberal Ricardo Lagos y su Ministro de Educación Sergio Bitar promulgaron la Ley 20.027 que estableció el Crédito con Aval del Estado (CAE). Con dicho medida, eminentemente financiera, por ende desligada de todo sentido social, abrieron las puertas de la educación, por un lado, al sistema bancario nacional y, por otro, el ingreso a la educación superior de miles y miles de jóvenes, quienes por medio del endeudamiento bancario, podrían cumplir su “sueño” de alcanzar una profesión universitaria.

En consecuencia, gracias a la “financiarización” [6] del mercado educativo la masa de ciudadanos-estudiantes en calidad de clientes-usuarios, creció de manera explosiva. Además, con el ingreso del sistema financiero bancario nacional con respaldo estatal se hizo posible la “educación para todos”. Ciertamente, para todos aquellos que podían o querían o se veían en la obligación de endeudarse para adquirir un título profesional técnico o universitario, en otras palabras, comprar a crédito educación, como se hace con cualquier otra mercancía que se vende en la sociedad chilena. La educación pasó a ser -como bien lo señalo el presidente Sebastian Piñera-, “un bien de consumo” [7] y no un derecho ni un bien público sino una particular mercancía. [8]

Al cabo de un lustro de haberse establecido la “financiarización” en el mercado educativo los “clientes-estudiantes usuarios” percibieron que tanto el servicio como la calidad del mismo no tenían relación con los altos niveles de endeudamiento, por un lado, ni con los valores cobrados por las instituciones, por otro. Y, tal vez, lo más grave desde el punto de vista académico-laboral, era que los títulos profesionales adquiridos no los habilitaban para incorporarse al mercado laboral ni a ningún otro mercado existente en la sociedad neoliberal. El problema era que miles de jóvenes adquirían títulos profesionales y grados académicos profundamente devaluados. Aquellos que lograban terminar la educación superior se encontraban al cabo de dos, tres o cuatro años de estudios, endeudados con la banca nacional y, lo peor de todo, en la calidad de cesantes semi-ilustrados (la tasa de cesantía a nivel juvenil en Chile es, la más alta de la fuerza de trabajo nacional, según las estadísticas gubernamentales, esta alcanzaría alrededor del 19%). Ante este escenario profundamente adverso y desconcertante las y los jóvenes estudiantes, especialmente, los universitarios salieron a las calles a manifestar su malestar e indignación contra el mercado educativo superior. Desatándose una nueva batalla por la educación.

En las calles de las principales ciudades del país, los estudiantes universitarios, especialmente, de las universidades públicas, se encontraron en los primeros meses con los estudiantes de las universidades privadas y de otras instituciones de la educación superior, pero también, con la masiva y bullanguera presencia de las y los estudiantes secundarios. El movimiento estudiantil universitario se transformó en una multitudinaria y colectiva acción social y política de la juventud chilena en contra del mercado educativo y contra del sistema político neoliberal. La protesta de los jóvenes al correr de los meses adquirió tintes de rebelión social y política.

La potencia política y social de esta rebelión juvenil y estudiantil con sus masivas marchas, ocupaciones de establecimiento y, sobre todo, con su radical crítica al sistema educativo nacional abrió la estructura oportunidades políticas para que se incorporaran a la rebelión activamente miles y miles de ciudadanos antineoliberales.

En efecto, los ciudadanos “subpolíticos” antineoliberales que desde la instalación del sistema político democrático autoritario han estado trabajando y haciendo política social en los márgenes institucional de él, irrumpieron y se sumaron con sus históricas demandas a la movilización estudiantil, ampliando la base social y política de la rebelión juvenil. De esa forma, la movilización estudiantil en un lapso corto de tiempo se transformó un masivo movimiento social y político ciudadano de orientación antineoliberal. [9]

Lo que convoca transversalmente a este movimiento ciudadano antineoliberal es, fundamentalmente, la reposición en la sociedad chilena, en primer lugar y, tal vez, ante todo, el derecho a la educación y, en segundo lugar, la refundación de la política

democrática. Ambas cuestiones constituyen demandas radicales que prometen alterar completamente la forma como se ha organizado la sociedad chilena en los últimos 30 años. Es esta condición la que nos permite sostener el carácter de rebelión de la actual movilización ciudadana.

Para el movimiento la reposición política y ciudadana del derecho a la educación es primordial. Por esa razón, considera que dicho derecho debe estar en el centro de las preocupaciones políticas y sociales no solo del Estado, como fue durante el siglo pasado, sino, esencialmente de la sociedad civil, o sea, de las y los ciudadanos. *No se trata de estatizarlo sino de ciudadanizarlo.* La ciudadanización de este derecho implica que quienes se hacen cargo de él, son los propios ciudadanos los cuales, de una u otra, de manera colectiva “mandatan” al Estado, a través de un régimen político democrático participativo, hacerse cargo de la operativa que implica su implementación. En esta dimensión el movimiento ciudadano en su vertiente popular se plantea asumir la responsabilidad de la educación en sus propias manos. Este es un punto profundamente innovador de algunos sectores políticos que integran y participan en el movimiento, ante la tradicional y desgastada apelación estatista.

Ahora bien, la demanda por una educación gratuita y social y estatalmente garantizada, evidentemente, debe ser asumida por una nueva forma estatal. Tanto la actual forma estatal neoliberal como el régimen de democracia protegida existente no pueden hacerlo. Como lo han expresado los defensores del neoliberalismo, la existencia de una educación pública gratuita desde la preescolar hasta la superior es políticamente imposible implementarla, pues sería contrario a todos sus planteamientos políticos y, sobre todo, económicos. [10] La única forma que queda al movimiento es lograr la reestructuración integral del sistema educativo nacional. Ello implica, en otras palabras, el fin del mercado de la educación en Chile.

La demanda por gratuidad esta siendo ampliamente discutida y analizada por los distintos actores políticos y sociales del país. Diversas argumentaciones han sido construidas tanto por aquellos que se le oponen como por los que están a su favor. Sin embargo, la discusión política entorno a este punto tiene inmovilizado tanto al gobierno del Presidente Sebastian Piñera como al movimiento juvenil, estudiantil y ciudadano. Podríamos sostener que el conflicto se encuentra en empate. La posición del gobierno y de los actores políticos y sociales ligados al empresariado del capitalismo académico sostiene que establecer la gratuidad del derecho a la educación es imposible en Chile. El propio presidente Sebastián Piñera ha cerrado completamente esa posibilidad al señalar que Chile no puede ofrecer ese sistema. Pues el gobierno, *“no ha asumido la causa de educación gratuita por dos razones. Primero, porque Chile no está posibilitado de alcanzar esa meta. Pero en segundo lugar, porque no es justo que con los impuestos que pagan los más pobres de nuestro país estemos financiando la educación de los más ricos”*.

El camino para enfrentar la demanda estudiantil y ciudadana por parte del gobierno de derecha ha sido similar a la seguida por los cuatro gobiernos concertacionistas en el pasado reciente, reforzar la entrega de becas. Y, en ese sentido el anunció de la generación de un sistema de becas que buscara financiar al 40 por ciento de los hogares más pobres del país no más que continuar la misma política pública construida por la dictadura y la concertación. No hay novedad en el ofrecimiento. Lo mismo ocurre con el otorgamiento de créditos para los otros grupos socioeconómicos. El fundamento de esta política se encuentra en las declaraciones del ministro de Hacienda, Felipe Larraín, quien también planteó que sería injusto entregar educación gratuita para todos los estudiantes y que, además, el país no está en condiciones de cubrir esa demanda. Esta fundamentación ha sido asumida y respaldada por otros sectores políticos ligados a la Concertación de Partidos Políticos por Democracia como también por algunos sectores de la izquierda nacional. Con la idea de rechazar la gratuidad para todos, incluso para los sectores con mayores ingresos, todos están aceptando que la educación siga siendo “vendida” en el mercado educacional y ésta siga siendo comprada por las y los ciudadanos interesados en obtenerla. Bajo el equivocado principio de que no se debe financiar la educación de aquellos que pueden pagarla, se busca mantener un sistema altamente lucrativo para el capital privado, pero profundamente injusto e incluso inhumano para el resto de los ciudadanos que deben realizar enormes esfuerzos materiales para comprar un título profesional.

Establecer la gratuidad de la educación supone terminar con el capitalismo académico, implica en lo sustantivo no la desaparición del sistema privado educativo, pero sí su reducción significativa. A nivel de la educación superior universitaria, implicaría, el fortalecimiento de las universidades públicas, específicamente, las estatales. Estas debieran abrir sus puertas a todos los jóvenes que egresen de la Enseñanza Media. Por tanto, abolir los odiosos sistemas de selección y discriminación actualmente existentes. La Universidad de Chile como la Universidad de Santiago de Chile, debieran volverse universidades nacionales dispuestas a recibir jóvenes provenientes de todos los estratos socioeconómicos. Debiera fundarse el Instituto Nacional de Formación Superior Técnica y Profesional, que atendiera a todos aquellos jóvenes interesados en obtener una profesión técnica profesional no universitaria.

Todo este sistema de educación publica-ciudadana debiera ser sostenido por la sociedad civil, o sea, en otras palabras por la ciudadanía, a través de un sistema, no competitivo y lucrativo como el actual, si no de carácter fraternal y solidario. Para tal efecto, los que tienen más deben ayudar a los que tienen menos, para que ello ocurra se requiere de una reforma tributaria profunda que permita obtener los recursos necesarios para financiar un derecho humano que es considerado por todos como fundamental. Por esa razón, ética y política, debe ser rescatado de las manos (in)visibles del mercado capitalista neoliberal.

Por otro lado, debiera también establecerse constitucionalmente que ninguna institución universitaria, media o básica debiera cobrar por ofrecer educación.

Al momento de escribir esta presentación la batalla por la educación sigue su curso, las posiciones de los principales actores sociales y políticos involucrados se mantienen tal como se plantearon hace cinco meses atrás. Sin embargo, la dominación y la hegemonía capitalista neoliberal en Chile ha comenzado agrietarse.

Evidentemente que para superar y transformar la sociedad neoliberal se requieren muchas más grietas. Se necesitan de más y más ciudadanas y ciudadanos en las calles, que estén dispuestos cambiar total y radicalmente las actuales estructuras del poder político, económico y social. En otras palabras, hay que abrir las grandes alamedas no solo para pasen las masivas y lúdicas marchas juveniles sino para darle paso a todos los

hombres y mujeres dispuestos a hacer posible el cambio revolucionario ciudadano.

De no producirse esa acción histórica, la batalla por la educación quedara encerrada en los estrechos espacios del conflicto tan propio de las sociedades neoliberales, o sea, entre el Estado, el Mercado y la Sociedad Civil. Como ya sabemos cuando ello ocurre, el único ganador hasta ahora ha sido el Mercado y el Estado, y la Sociedad Civil, ha sido permanentemente derrotada. Salvo quizás en las sociedades latinoamericanas que han buscado liberarse del mercado o de las decisiones mercantiles estatales como, por ejemplo, la boliviana.

[1] *Diversas movilizaciones estudiantiles universitarias fueron realizadas durante el gobierno concertacionista del demócrata cristiano Eduardo Frei Ruiz Tagle. En una de ellas fue muerto por un disparo de las fuerzas especiales de Carabineros, el joven estudiante de la Universidad Tarapacá, Daniel Menco Prieto, el 19 de mayo de 1999. Los estudiantes protestaban por el déficit del Fondo Solidario establecido por el Estado Neoliberal, destinado a financiar los estudios superiores a estudiantes de menos recursos.*

[2] *Cfr. María Olivia Mönckeberg, El Negocio de las Universidades en Chile. Ed. Debate, Santiago de 2007.*

[3] *El año académico en Chile contempla 10 meses.*

[4] *El ranking lo encabeza la Universidad Tecnológica de Chile, cuyos “dueños” son los empresarios agrupados en la Confederación de la Producción y el Comercio, que obtuvo 17.329 millones de pesos, es decir, 34 millones de dólares. Entre las Universidades del Consejo Rectores de Chile, públicas y privadas tradicionales, quien obtiene mayores utilidades es la Pontificia Universidad Católica de Chile, con 20 millones de dólares. Mientras que la Universidad de Chile, con 7,8 millones de dólares.*

[5] *Hemos desarrollado la hipótesis de que nos encontramos asistiendo a una efectiva rebelión política y social en la sociedad neoliberal chilena, en nuestro trabajo: Agrietando al capitalismo neoliberal. La rebelión social y política juvenil, estudiantil y ciudadana, Chile 2011.*

[6] *Utilizamos el concepto de financiarización en el sentido que le otorga el economista Claudio Lara Cortés, Auge de la Financiarización y Estancamiento de la Economía chilena, en Economía Crítica & Desarrollo, Año 1, N°2, Semestre II, 2002. Se entiende por tal la tendencia de las grandes empresas (o grupos económicos) a colocar cada vez más recursos en activos financieros en lugar de invertir en el sector productivo, en el caso que nos ocupa en colocar activos financieros en el ámbito de los servicios educacionales, vía la banca.*

[7] *El 19 de julio, el presidente Sebastian Piñera, declaro que la “educación es un bien de consumo” como también de “inversión”. Expresando abiertamente, la idea fuerza que posee el gobierno en relación a la educación. Como es sabido, para el neoliberalismo, la educación es un gasto, un consumo, una inversión. Por lo tanto, se debe pagar por ella, sobre todo porque se trata de un producto que beneficia al individuo. Si el individuo no puede pagar inmediatamente, debe acceder a un crédito. Si no puede acceder a un crédito, se le debe ayudar a conseguirlo, y posteriormente apoyar, para que lo pague. Pero se debe pagar, pues en principio es un bien de consumo. En ese sentido, la educación es un capital, el conocimiento es un capital, el saber es un capital. La educación representa hoy un gasto que producirá mañana un suplemento de riqueza y de bienestar. Queda entonces claramente que para el pensamiento neoliberal la educación nunca podría ser un bien de consumo gratuito. Para muchos, como por ejemplo, para el director de la Escuela de Educación General Básica de la Universidad de Santiago de Chile, Jaime Retamal Salazar, “la educación de calidad en Chile es un bien de consumo caro, y que sólo puede ser adquirida mediante una fuerte inversión. Eso no se discute”, en http://blog.latercera.com/blog/jretamal/entry/la_educaci%C3%B3n_es_un_bien, visitado el 20 de octubre.*

[8] *Una interesante y oportuna discusión en torno a la condición de “mercancía” de la educación es el artículo del economista Yemil Harcha Raffachelo, Reflexiones sobre el lucro en la Educación, Magíster en Economía, Escuela Latinoamericana de Posgrado, EIAP-Universidad ARCIS, septiembre 2011.*

[9] *He sostenido en diversos trabajos en donde analizo la fragmentación de la ciudadanía en las sociedades neoliberales avanzadas, la existencia de diferentes tipos o formas de ciudadanía. Una de ella es la ciudadanía de las y los subpolíticos, los cuales se caracterizan por ser profundamente críticos con la forma institucional que adquirió la democracia pos-dictadura, se plantean alternativos y antineoliberales, defensores del medio ambiente, pro-democracia social participativa, por lo general, aunque no es una condición necesaria para asumir este tipo de ciudadanía son abstencionistas electorales. Para mayor información sobre este tema consúltese mi libro: Política, Ciudadanía y Democracia en una sociedad neoliberal, Chile 1990-2010. Editorial UARCIS-CLACSO, Santiago de Chile, 2010.*

[10] *Así lo ha expresado, por ejemplo, el exministro de Estado del gobierno de Sebastian Piñera, Felipe Morandé, quien en sus Reflexiones neoliberales sobre el debate educacional, sostiene que la mejor formula para superar la crisis del sistema educativo actual es más y más neoliberalismo. Cfr. La Tercera, Sábado 22 de octubre de 2011, págs. 74.*